

# La femme japonaise



# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b> .....	3
<b>PARTIE 1 : Statut et condition de la femme japonaise</b> .....	4
I – Choix de vie.....	5
A – Conciliation de la vie familiale et professionnelle ? .	5
B – Le célibat.....	6
II – L'inégalité des sexes .....	7
A – La place de la femme dans l'entreprise japonaise.....	7
B – Solution : l'expatriation .....	11
<b>PARTIE 2 : La femme japonaise et la politique</b> .....	12
I – La place de la femme japonaise dans le monde de la politique.....	13
A – Les premières femmes élues.....	13
B – Politisation de la femme japonaise.....	13
II – L'impératrice.....	14
A – Le problème de l'héritier.....	15
B – Amendement des lois.....	16
<b>CONCLUSION</b> .....	17
<b>ANNEXES</b> .....	18
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	43
<b>GLOSSAIRE</b> .....	44

# Introduction

Ce sujet n'a pas été choisi par hasard, en effet je suis passionnée par le pays du soleil levant, LE JAPON, que ce soit l'histoire, les traditions, la langue ou encore la façon de vivre, mais ce qui me touche particulièrement ce sont les Japonaises.

Les Japonaises ne sont pas considérées du tout de la même façon que le sont les Françaises ou Américaines dans leurs sociétés, mais leur combat pour leur liberté depuis maintenant quelques années se fait vraiment ressentir, jusqu'à en bouleverser la politique et les futures générations.

Pendant l'ère Meiji, les responsables japonais ont élaboré un code civil. Il faut se souvenir que celui-ci va commander le sort des femmes pendant un demi siècle puisqu'il ne sera révisé qu'en 1947. Ainsi, jusqu'en 1947, la condition de la femme japonaise pouvait être résumée de la façon suivante. Elle n'avait aucun pouvoir de décision, sans son mari, elle n'avait pas le droit de signer un acte juridique, elle n'avait pas d'activité, elle devait obéir à son mari ainsi qu'à sa belle famille et elle n'avait presque pas d'héritage puis que ce dernier allait d'abord aux enfants. La femme japonaise était donc soumise à son mari et à sa belle famille avec lesquels elle vivait. Elle devait accomplir toutes les tâches ménagères le plus discrètement possible. Ce petit point sur l'histoire des Japonaises pourra nous aider à cerner le Japon actuel et ses processus de changements. Certes la condition de la femme en France en 1947 n'était pas celle qu'elle est aujourd'hui, mais ce qui est important de remarquer, c'est justement la vitesse à laquelle s'est effectué le processus de changement dans un pays et la lenteur dans l'autre. Cela participe sûrement de la culture du pays et du fait que la démocratisation était imposée par les Américains au Japon tandis qu'elle était voulue ou du moins reconnue en France après guerre.

# Partie 1

# Statut et condition de la femme japonaise

## **1. Choix de vie**

A l'heure actuelle, la Japonaise a énormément de difficultés à concilier vie professionnelle et vie familiale. Leur solution : l'émancipation, en effet elles choisissent désormais la vie professionnelle au détriment de leur vie familiale. Cela est principalement dû à l'inégalité des sexes dans le monde professionnel. L'émancipation n'étant qu'une solution parmi d'autres, l'émancipation en est une autre qui devient même une mode.

### **A. Conciliation de la vie familiale et professionnelle ?**

La Japonaise n'a pas vraiment la possibilité de concilier vie familiale et vie professionnelle. Au Japon, il n'existe que deux choix de vie possibles pour une femme : soit elle travaille et reste célibataire ; soit elle se marie et s'occupe du foyer<sup>1</sup>. Leur choix de vie reste donc limité.

Traditionnellement, la femme japonaise a le rôle de la femme au foyer qui s'occupe de l'éducation de ses enfants<sup>2</sup>. Elle doit être une bonne épouse et une mère avisée. En japonais, les enfants la désignent par le terme " *ofuukuro*", ce qui signifie littéralement "la poche", c'est-à-dire celle qui porte les enfants. Derrière ce mot se cache donc toute une symbolique très représentative de la culture japonaise. En effet, comparativement à la France, par exemple, la mère japonaise a le plus grand rôle dans l'éducation de ses enfants. Si, en France, on délaisse souvent cette responsabilité à l'école, au pays du Soleil Levant, il est encore impossible d'imaginer les enfants se débrouiller pour les tâches ménagères. Au Japon, la femme, qu'elle soit femme au foyer ou quand bien même active (ce qui est de plus en plus le cas) se doit d'assurer ce rôle auprès de ses enfants.

Le combat des Japonaises commence à faire ses preuves. En effet certaines Japonaises ont avec pour certaines beaucoup de mal, réussi à faire concilier leurs emplois et leur vie familiale. On peut désormais trouver des crèches au sein des entreprises, permettant ainsi aux Japonaises de pouvoir continuer à travailler tout en

---

1. cf article : Femmes d'ailleurs. Au secours les Japonaises arrivent ! Page : 34

2. cf article : Politisation de la femme japonaise. Page : 36

ayant une vie familiale. Ce qui devient même un soulagement pour les femmes.

## **B. Le célibat**

Le fait que les Japonaises se sentent de plus en plus soumises, et pas du tout sur le même pied d'égalité dans leur société, elles choisissent de plus en plus de se consacrer à leur vie professionnel et s'épanouir au sein de leur entreprise. De plus elles sont libres de leurs mouvements et peuvent dépenser leur argent comme elles le souhaitent. Devenant ainsi des actrices majeures de l'économie du pays<sup>1</sup>.

Les Japonaises célibataires sont de plus en plus exigeantes au point de chercher leur mari à des milliers de kilomètres, trouvant leur bonheur auprès des occidentaux, qui sont pour elles plus romantiques, moins vieux jeu et surtout plus communicatifs. Le problème vient donc du fait que les Japonaises sont plus « avancées » que leur sexe opposé dans la société japonaise.

La principale conséquence de cette poussée du célibat est le renouvellement de la future génération. Le gouvernement en est arrivé à imposer certaines conditions, comme par exemple ne pas donner de retraite si les femmes n'ont pas eu d'enfants alors que plus elles ont d'enfants plus elles auront le droit à des primes retraites<sup>2</sup>. Le gouvernement a dès les années 90, essayé d'instaurer une campagne, afin que les Japonaises aient au minimum 3 enfants pour assurer la relève des générations futures<sup>3</sup>. Le taux de natalité est de plus en plus catastrophique et alarmant. Celui-ci découle directement de l'activité des femmes. Le taux étant d'environ 1,34 enfant en moyenne, et l'on remarque que dès le premier bébé, vers 30 ans, le taux d'activité chute à 57 %, contre 72,4 % pour les femmes de 20 à 25 ans. Le célibat est donc lié à l'activité professionnelle et en est une des principales causes de la chute des naissances. Les femmes sacrifiant ainsi leur vie familiale, leur rôle de mère et celle d'épouse pour leur travail.

L'inégalité des sexes dans la société japonaise où tout est « carré » est la toute première raison à ce combat et à cette poussée du célibat.

---

1. cf article : Le célibat des femmes progresse au Japon. Page : 32

2. cf article : Femmes d'ailleurs. Les japonaises commencent à savoir dire non. Page : 39

3. cf article : Au Japon Les femmes invitées par le PLD à avoir au moins trois enfants. Page : 19

## **2. L'inégalité des sexes**

Au Japon, il est intéressant de noter les différences du langage parlé qu'il peut y avoir entre les hommes et les femmes. Comprendre la façon de parler ainsi que la manière de communiquer entre les individus, c'est vraiment une façon de comprendre la culture japonaise. A titre d'exemple, le "je" n'est pas le même si c'est une femme ou bien un homme qui parle. Un homme dira souvent "*boku wa*" dans le langage courant, alors qu'une femme dira "*watashi wa*". En règle générale, le langage de la femme est beaucoup plus poli ; et cela vient de leur éducation. Elles doivent le respect et s'inclinent. Aujourd'hui, cette soumission suscite beaucoup de réactions négatives au sein de la société japonaise. Les femmes tentent de relever la tête, mais il est très difficile de dire s'il s'agit de leur part d'un effet de mode ou bien d'un réel mouvement sociologique.

De plus l'inégalité se ressent au domicile, les hommes sont très peu à s'occuper des tâches ménagères et ne serait-ce à faire à manger. Ce qui pousse les femmes à se « rebeller »<sup>1</sup>.

### **A. La place de la femme dans l'entreprise japonaise**

Tout commence à l'école. Aujourd'hui encore de nombreuses écoles ne sont pas mixtes. Les réunions parents professeurs ne prennent pas en compte les horaires de travail. Aussi, celles (les mères) qui veulent assister aux réunions doivent poser un jour de congé. Des cours de cuisine sont souvent dispensés dans les collèges pour filles. Ils en sont absents pour les garçons. Le système scolaire japonais est extrêmement conservateur. La discipline et la rigueur ne laissent que très peu de place pour l'expression personnelle. L'uniforme est toujours de rigueur, c'est un signe d'appartenance. Il n'est pas rare de rencontrer en ville, de jeunes lycéennes qui portent l'uniforme et des accessoires de couleur féminine. Les jeunes japonaises ne peuvent donc pas ignorer le rôle qu'on leur demande de jouer au sein de la société japonaise. Les garçons, quant à eux, pratiquent le base-ball. Très populaire, c'est le sport national. Pour participer aux événements sportifs.

---

1. cf article : Femmes d'ailleurs. Les japonaises commencent à savoir dire non. Page : 39

Le Japon est très fier de montrer les chiffres concernant l'accès à l'éducation supérieure, mais ces derniers sont très trompeurs. En effet, il faut distinguer deux types de cycles supérieurs au Japon : un cycle de deux ans (souvent dans un junior collège) où la grande majorité des étudiantes japonaises suivent des cours littéraires, linguistiques, de sciences sociales ou d'économie familiale ; et un cycle de quatre ans dans une université pour les garçons où ils peuvent suivre des cours plus prestigieux. Ce système à deux vitesses semble malheureusement adapté à l'attitude des jeunes femmes envers leur éducation, attitude qui constitue sans doute la plus grande menace sur l'égalité des sexes. Peu encouragées par leurs parents, conseillers d'orientation et professeurs, les filles étudient souvent pour s'amuser ou rencontrer des amies, rarement dans un but professionnel. La plupart des jeunes filles japonaises étudient dans un "junior collège", travaillent quelques années en tant "qu'office ladies" et enfin se marient, ce qui sonne souvent le glas de leur vie professionnelle.

Les Japonaises travaillent de plus en plus en intérimaire ou à temps partiel<sup>1</sup>. Cependant des abus peuvent expliquer cette tendance. En effet, une comparaison internationale de la durée du travail pour les employés à temps partiel fait clairement apparaître qu'elle est supérieure au Japon, atteignant 36 heures par semaine dans les industries de transformation, soit quasiment un plein temps. Les salariés à temps partiel ont droit, selon la législation du travail à six jours de congés payés par an pour cinq jours de travail hebdomadaire effectif au minimum, à partir d'une année d'emploi. Toutefois, seulement 30 % des entreprises les leur accordent.

Depuis la crise asiatique, les entreprises font de plus en plus appel au travail intérimaire car elles peuvent ainsi avoir une structure plus souple et plus malléable au niveau du personnel. Toutefois, ce travail intérimaire concerne surtout les femmes au Japon et c'est sur ces dernières que pèse le ralentissement de l'économie mondiale. Une étude montre en effet que dans les trois plus grandes entreprises d'intérim, 97 à 99 % des employés sont des femmes. Le contrat d'un intérimaire peut prendre terme d'un moment à l'autre, selon les décisions prises au niveau des ressources humaines ; l'entreprise ne se voit pas dans l'obligation d'offrir aux intérimaires des avantages en termes de loisirs et de vacances ; l'intérimaire n'a pas le droit de prendre une participation dans l'entreprise. On sent dans une entreprise

---

1. cf article : Politisation de la femme japonaise. Page : 36

comme Mitsui-Chemicals, que les intérimaires ne sont pas totalement intégrés au reste des employés, ils ne font pas partie de l'entreprise (ou de la "famille") à part entière. Contrairement aux autres "salary men", il est rare que les intérimaires aient une fête de bienvenue lorsqu'elle arrivent ou une fête d'au revoir lorsqu'elles partent. Il y a un très fort turnover parmi ces employés et les intérimaires qui restent plus de 2 ans au service de la même entreprise sont rares.

Toutefois s'il y a des inconvénients à travailler en tant qu'intérimaires, les femmes y trouvent des avantages et elles savent exploiter intelligemment les failles de ce système. En effet, si les employés des entreprises traditionnelles japonaises font souvent des heures supplémentaires non payées, autrement appelées "service", ce n'est pas le cas des intérimaires. Si elles restent plus longtemps que ce qui est stipulé dans leur contrat, elles doivent noter le temps supplémentaire et seront payées en conséquence. Plus généralement, en tant qu'intérimaire, l'employée japonaise a beaucoup moins d'obligations par rapport à l'entreprise. Les intérimaires contournent ainsi tout ce qui peut paraître difficile pour une femme lorsqu'elle doit travailler dans une entreprise japonaise ; c'est le cas pour les heures supplémentaires impayées ainsi que pour la difficulté à prendre des vacances.

Pour un salarié japonais, et c'est encore le cas dans la plupart des " keiretsu" comme Mitsui-Chemicals, envisager de quitter sa compagnie relèverait autant du manque de réalisme que du mauvais goût : en général, cela ne se fait pas. Tout contribue à renforcer cette perspective d'un emploi de long terme : salaires et primes (lesquelles représentent quand même l'équivalent de six mois du salaire annuel au Japon) sont calculées à l'ancienneté. L'avenir du salarié se trouve donc assuré dès lors que la situation financière de son entreprise est saine et que la faillite ne le menace pas. Cette certitude qu'il va pouvoir faire carrière dans la société qui l'embauche agit comme un stimulant ; il s'adonne à son travail avec ardeur et dévouement. Il sera promu graduellement jusqu'à l'âge de 50 ans environ.

Ces attitudes handicapent l'emploi féminin, qui par nécessité est obligé d'interrompre sa carrière professionnelle ne serait ce que pendant les périodes de maternité. Elles perdent toute chance de promotion. La règle implicite est inflexible ; quitter son emploi avant la retraite met un point final à la carrière d'une femme. Elle pourra reprendre un travail mais elle devra automatiquement recommencer à zéro.

Les procédures de recrutement dans les grandes entreprises et les maisons de commerce.

Dans les grandes entreprises, le recrutement privilégie les relations personnelles et les femmes n'ont que peu de chances d'y entrer si ce n'est sur recommandations d'une tierce personne.

Les maisons de commerce, avant la crise, employaient des filles diplômées qu'elles reléguaient au rang d'assistantes des managers masculins. Leur recrutement était souvent le fait d'un appui (recommandation) et il était convenu qu'elles démissionneraient dès lors qu'elles envisageraient de se marier. Leur emploi est perçu comme un passage à court terme. Lorsque l'on recrute des femmes mariées, c'est souvent pour des missions de travail temporaire.

Cependant, au début de la carrière, l'avancement est quasi automatique, sauf si le salarié a commis une erreur grave. L'évaluation par les supérieurs peut permettre de faire gravir les échelons en deux années au lieu de trois années traditionnellement, mais pas au-delà. Il est nécessaire de maintenir la cohésion de l'ensemble. Les mieux notés pourront accéder aux postes de management. Le supérieur n'a jamais à justifier sa cotation. Ce système favorise bien sûr l'esprit courtisan et la dévotion aveugle. C'est autour de 36 ans que les employés pourront accéder aux postes de manager. Pour y accéder, les évaluations des supérieurs accumulées au fil des ans et les mérites sont déterminants. Un délai variable de trois à sept ans est habituellement nécessaire pour y parvenir ; une fois le cap franchi, l'employé pourra prétendre au poste d'assistant manager " fukukacho".

A partir de ce stade il n'y a plus de promotion systématique, mais des âges minimaux pour y parvenir à chaque fonction, et ainsi :

- 38 ans pour la fonction d'assistant manager,
- 44 ans pour la fonction de manager,
- 50 ans pour la fonction d'assistant general manager,
- 54 ans pour la fonction de general manager.

Ces plans de carrière n'offrent aucune perspective aux femmes, car ils sont fondés sur une logique de respect et d'obéissance (aveugle) aux aînés. En effet, pour chaque fonction c'est le plus vieux qui est en charge du service dont il a la charge. Ce système induit une direction opérationnelle conservatrice de l'entreprise à

des salariés peu réactifs et souvent dont les cultures sont en décalage avec les exigences de la mondialisation. Il a l'inconvénient de ne pas laisser l'opportunité aux valeurs individuelles de s'exprimer, notamment les jeunes sont bridés dans leur élan créatif et dans des responsabilités légitimes qui leur permettraient de faire progresser l'entreprise. Si les femmes progressent aussi vite que les hommes au cours des quatre premières années, par la suite, leur parcours est beaucoup plus lent.

### **B. Une solution : l'expatriation**

Une solution que l'on peut qualifier de facile est l'expatriation, en effet beaucoup de Japonaises s'expatrient que se soit pour leur travail ou pour trouver un mari. Partir est pour elles une façon de montrer qu'elles sont capables de s'intégrer n'importe où, dans la vie sociale et en entreprise et cela pour leurs compétences. Elles peuvent ainsi gravir les échelons dans les entreprises étrangères pour ce qu'elles font et non rester en bas ou au statut de « office ladies ».

L'expatriation, il y a une dizaine d'années, était synonyme d'exil; on faisait tout pour revenir le plus vite possible au Japon. Aujourd'hui, beaucoup de femmes reviennent et se rendent compte qu'elles n'arriveront pas à avoir les mêmes qualifications qu'à l'étranger, c'est pour cela qu'elles s'installent à l'étranger.

Les conditions plutôt précaires ou même les discriminations au sein des entreprises, des femmes japonaises, ont conduit ces dernières à se lancer dans la politique. De plus dernièrement, la naissance de l'héritière n'a fait qu'appuyer l'envie des femmes à s'unir pour un même combat qu'est l'égalité et la liberté.

---

1. cf article : Le célibat des femmes progresse au Japon. Page : 32

# Partie 2

# la femme japonaise et la politique

## **1. La place de la femme japonaise dans la politique**

Depuis les années 80, la femme japonaise fait ses premiers pas sur la scène politique. Cette politisation est principalement l'envie de dénoncer la discrimination sexuelle et le manque d'égalité au sein de la société japonaise.

### **A. Les premières femmes élues<sup>1</sup>**

Cela ne fait pas longtemps, même pas une vingtaine d'années que quelques femmes japonaises sont élues, et siègent dans les assemblées, comme celles de Tokyo.

La première japonaise maire a été élue en avril 1991, Mme Harue Kitamura, avocate de soixante deux ans. Ce qui montre que les Japonaises sont vraiment mises à l'écart dans le monde politique et que peu d'entre elles arrivent à percer ce monde.

Ce qui a également aidé les femmes japonaises à se lancer dans ce monde inconnu pour la quasi-totalité d'entre elles, ce fut le mariage du prince héritier avec une brillante diplomate, diplômée de l'Université de Tokyo et de Harvard.

### **B. Politisation de la femme japonaise<sup>2</sup>**

Quand les Japonaises se lancent dans la politique, c'est souvent et malheureusement en tant que mères et maîtresses de maison.

Le gouvernement, craignant l'impact potentiel des rassemblements féminins, a tout de suite canalisé les élans des Japonaises en ouvrant des centres subventionnés et donc partiellement contrôlés par l'Etat lui-même pouvant ainsi éviter la politisation au niveau national de la femme japonaise.

Le premier combat de ces femmes a concerné l'égalité des sexes dans le monde du travail. Ce qui reste la cause principale des revendications des Japonaises.

---

1. cf article : Japon, Pour la première fois, une femme élue maire ! Page : 19

2. cf article : Politisation de la femme japonaise. Page : 36

De plus, ces politiciennes dénoncent les campagnes des maîtresses de maison qui renforcent les stéréotypes en proposant une image rigide et traditionnelle des femmes.

Les Japonaises se lancent dans le « féminisme ». On peut considérer le féminisme comme une clé dans la politisation des femmes, comme une sorte d'éducation politique permettant aux femmes de rester à l'écart des clichés sur leur sexe et des critères masculins. Si les femmes veulent "féminiser" la sphère publique, elles doivent d'abord repenser leur identité de femme et choisir les images et valeurs qu'elles désirent projeter dans la vie politique en y entrant. Le féminisme n'est sans doute pas la seule solution, mais il donne aux femmes l'opportunité de se redéfinir et d'inventer le monde qu'elles veulent construire.

## **2. L'impératrice**

L'institution impériale japonaise est la plus vieille monarchie héréditaire de droit divin de la planète Terre. Ses origines remontent jusqu'à la fondation du Japon au VIe ou VIIe siècle avant JC.

En principe chef du gouvernement national, l'empereur du Japon était plutôt considéré comme le guide spirituel de la religion indigène Shintô. Selon un mythe des origines, l'empereur est un descendant d'Amaterasu Omikami, déesse solaire, divinité en chef du panthéon Shintô.

L'empereur actuel du Japon se nomme Akihito (Heisei Tennô). Il est le 125e empereur du Pays du Soleil Levant. Né le 23 décembre 1933 à Tôkyô, il accéda au trône impérial à la mort de son père Hirohito en janvier 1989. Selon la constitution japonaise de 1947, toujours en vigueur, l'empereur du Japon, autrefois considéré comme un pape, voire comme un dieu, n'est plus qu'un monarque constitutionnel, symbole de l'Etat et de l'unité du peuple japonais. Akihito est marié depuis 1959 à Michiko Shoda, une femme de la bourgeoisie japonaise, née le 20 octobre 1934.

La princesse Masako, 37 ans, épouse du prince héritier Naruhito, a donné naissance à une petite fille au Japon. Le peuple et surtout la presse attendaient ce moment impatientement. <sup>1</sup>

---

1. cf article : Demain une impératrice japonaise ? Page : 35

L'arrivée d'une fille pose toutefois un problème de succession dans ce pays. La petite princesse ne pourra jamais devenir impératrice du Japon sauf si la loi sur la maison impériale était modifiée par un vote du parlement japonais. <sup>1</sup>

La législation japonaise, adoptée après la Deuxième Guerre, mondiale n'autorise que les mâles à hériter du trône. Il faut remonter à 1762 pour retrouver la dernière femme à avoir régné. Le Japon était alors dirigé par l'impératrice Gosakuramachi. <sup>2</sup>

### **A. Le problème d'héritier**<sup>3</sup>

La princesse Masako a donné naissance en décembre 2001 à une fille, Aiko, signifiant « enfant de l'amour » en japonais, après plus de huit ans de mariage et plusieurs grossesses malheureuses.

Mais, selon la loi de succession, seul un héritier mâle peut accéder au trône impérial, d'où les pressions de la frange la plus traditionaliste de la société japonaise sur la princesse.

La famille impériale n'a plus que des femmes en ligne directe, ce qui pourrait à terme signifier l'extinction de la plus vieille monarchie du monde. Actuellement, c'est la règle de la primogéniture mâle qui s'applique.

Son époux en est arrivé à demander une certaine indulgence envers elle, sous constante pression pour donner naissance à un deuxième enfant.<sup>4</sup>

Depuis la naissance de la petite Aiko, les légistes débattent d'une modification de la loi en vigueur pour permettre à une femme de monter sur le trône.

La constitution japonaise stipule, en ce qui concerne le trône impérial, que la fonction impériale est héréditaire. Ce qui exclut qu'une femme hérite de cette fonction.

---

1. cf article : Japon, Pour la première fois, une femme élue maire ! Page : 19

2. cf article : Le retour de l'impératrice. Page : 40

3. cf article : La lutte royale du Japon. Page : 41

4. cf article : Le stress de la princesse. Page 31

## **B. Amendement des lois<sup>1</sup>**

La perspective d'un amendement du Code de la famille impériale visant à autoriser les femmes à monter sur le trône semble se préciser depuis la naissance de Aiko. Mais ce qui est révoltant c'est de savoir qu'il y a eu auparavant huit impératrices tout au long de l'histoire du Japon.

La Loi sur la famille impériale de 1948 exclut les femmes du trône. Il faut remonter au XVIIIe siècle pour trouver la dernière impératrice du Japon, Go-Sakuramachi, qui a régné entre 1762 et 1771.

Le fait de n'avoir qu'une fille aide le pays et surtout la population féminine à se « moderniser » en donnant à nouveau la possibilité de l'intronisation d'une impératrice. Les femmes pourront donc accéder au trône.

Cet amendement permettra à la princesse de « souffler » et d'avoir moins de pression sur le fait d'avoir un deuxième enfant.

Des parlementaires de la majorité et de l'opposition ont saisi l'occasion de la conception de la princesse Masako pour appeler à un débat en vue d'une révision de la loi des Affaires impériales, révision qui permettrait à des membres féminins de la famille impériale d'accéder au trône. Il y a eu, dans l'histoire du Japon, huit empereurs féminins, mais depuis l'adoption de l'ancienne loi sur la famille impériale dans la constitution de Meiji, l'accession au trône est réservé aux hommes.

---

1. cf article : Lutte royale du Japon. Page : 41

# Conclusion

Le Japon traverse aujourd'hui une crise profonde. Cette crise structurelle touche autant l'architecture économique que l'architecture des relations des hommes et des femmes, tant au plan professionnel qu'affectif. Encore aujourd'hui très peu de femmes au Japon se voient attribuer des postes à responsabilité, notamment dans les très grandes entreprises. Que ce soit sur la scène diplomatique, dans l'administration, au sein du système éducatif ou tout simplement dans les entreprises, rares sont les femmes qui obtiennent des postes à très haute responsabilité. A titre d'exemple, si une collégienne ou une lycéenne brigait le rôle de responsable de classe ou de déléguée de promotion, on lui ferait comprendre qu'il lui faut avoir des attitudes "plus féminines". A l'opposé, dans quelques grands groupes de cosmétiques on peut voir des femmes dirigeantes. Dans le monde politique, la situation évolue également. En 2000, cinq femmes sont ministres. Par leur discours, elles contribueront peut être à briser un tabou, celui des relations d'égal à égal entre les hommes et les femmes.

# Annexes

## - Les articles de journaux -

*Classés par ordre chronologique*

## JAPON – Pour la première fois, une femme a été élue maire

AFP

Paru le 24 avril 1991 sur le site <http://www.lemonde.fr>

Une femme a, pour la première fois, été élue maire au Japon, à l'occasion du second tour des élections locales qui se sont déroulées dimanche 21 avril dans cent vingt-cinq villes. Mme Harue Kitamura, une avocate de soixante-deux ans, dont la photo a été publiée lundi par tous les journaux japonais, a été élue dans la ville d'Ashiya, quatre-vingt-sept mille habitants, près d'Osaka.

## Les " drogués du boulot " n'ont plus la cote au Japon.

AFP

Paru le 7 janvier 1992 sur le site <http://www.lemonde.fr>

Les " drogués du boulot " n'ont plus le vent en poupe au Japon, à en croire un sondage publié ces derniers jours par le grand quotidien Asahi. Le phénomène semble particulièrement net parmi les femmes de 30 à 34 ans puisque 78 % d'entre elles trouvent déplaisants les hommes qui s'investissent excessivement dans leur travail. Plus de la moitié (56 %) de l'ensemble des personnes interrogées partagent ce point de vue. Reste qu'à la question " qu'est-ce qui vous plaît le plus " chez un individu, le travail est d'abord cité par 23 % des hommes et par 26 % des femmes. Suivent, dans l'ordre, l'attachement à la famille, la gentillesse et le sérieux.

## Au Japon Les femmes invitées par le PLD à avoir au moins trois enfants

AFP

Paru le 21 avril 1993 sur le site <http://www.lemonde.fr>

Les Japonaises devraient avoir au moins trois enfants afin de permettre à la prochaine génération de développer " l'esprit de compétition " indispensable dans une économie de marché, a déclaré, dimanche 18 avril, le secrétaire général du Parti libéral-démocrate (PLD au pouvoir). Prenant la parole lors d'un séminaire sur les femmes du PLD, Seiroku Kajiyama a souligné que les familles nombreuses développaient l'esprit de compétition chez les enfants, notamment au moment des repas lorsque tous se ruent sur la nourriture. " Vous n'avez pas besoin d'en avoir dix, mais trois à cinq ", a lancé ce cadet d'une famille de dix enfants.

Le taux de natalité n'a cessé de baisser au Japon, atteignant le chiffre record de 9,9 pour 1 000 en 1992, jugé insuffisant pour assurer la relève des générations.

## JAPON - Demain, une femme sur le trône ?

*Asahi Shimbun*

*Paru le 23 mai 2001 sur le site <http://www.courrierinternational.com>*

Le débat sur la possibilité qu'une Japonaise puisse un jour devenir impératrice est lancé. Dans la majorité comme dans l'opposition, des politiciens se montrent favorables à cette idée, alors que la princesse Masako attend un enfant.

La perspective d'un amendement du Code de la famille impériale visant à autoriser les femmes à monter sur le trône semble se préciser. Taku Yamasaki, le secrétaire général du Parti libéral-démocrate [au pouvoir], y a contribué en publiant un ouvrage où il appelle la nation à débattre de la question. Le Premier ministre Junichiro Koizumi s'est déclaré favorable à un tel débat et à la modification des textes, tandis que Yukio Hatoyama, le président du Parti démocrate [la principale formation d'opposition], s'est dit lui aussi disposé à y prendre part. La grossesse de la princesse Masako, l'épouse du prince héritier, a dû jouer en faveur du débat.

L'agence de la Maison impériale a jusqu'ici refusé de discuter d'un tel amendement à la loi en mettant en avant la tradition qui consiste à limiter l'accession au trône aux héritiers mâles. Mais, dans l'histoire du Japon, on dénombre huit impératrices. La monarque Suiko a régné trente-six ans [de la fin du VI<sup>e</sup> siècle au début du VII<sup>e</sup>]. Elle a encouragé la propagation du bouddhisme et envoyé des ambassadeurs à la cour chinoise des Sui [581-618]. En ces temps extrêmement troublés, elle a œuvré à l'épanouissement de la culture d'Asuka [dont on admire aujourd'hui les traces dans la ville de Nara].

Le fait que des dirigeants du gouvernement et de la majorité se soient montrés partisans d'ouvrir la voie à l'intronisation d'une femme constitue un grand changement. Il n'est pas nécessaire d'engager une polémique en affirmant que la révision permettrait de pérenniser l'institution impériale. Simplement, il est tout à fait naturel qu'une femme puisse accéder au trône.

Avant la Seconde Guerre mondiale, le Code de la famille impériale était considéré comme une loi aussi importante que la Constitution. Après la guerre, la Diète a été habilitée à réviser ce Code, mais sa teneur est restée sensiblement identique. Il serait donc souhaitable d'ouvrir un vaste débat sur les amendements à apporter pour que la maison impériale puisse devenir une institution plus ouverte au sein d'un système où l'empereur est perçu comme un "symbole de l'Etat".

L'ancien Code de la famille impériale a été promulgué en 1889, en même temps que la Constitution de Meiji [1868-1912]. Pendant son élaboration, la possibilité d'introniser une femme a été envisagée, ainsi qu'en témoigne le projet présenté par le ministre de la Maison impériale de l'époque. Mais le passage faisant mention de cette éventualité a été supprimé en raison de la vive opposition manifestée par Kowashi Inoue, un bureaucrate considéré comme le cerveau du gouvernement. Les opposants à l'intronisation d'une femme justifiaient leur position en rappelant que les impératrices des temps anciens n'avaient régné que de façon temporaire et qu'il était contradictoire de vouloir placer les femmes au plus haut rang de l'Etat alors qu'elles n'avaient même pas le droit de vote. C'était aussi l'époque où les hommes devaient être respectés et les femmes méprisées.

Lors de l'élaboration de l'actuelle Constitution, aux lendemains de la guerre, des voix se sont également élevées à la Diète pour demander que les femmes puissent accéder au trône. Mais le gouvernement de l'époque s'en est tenu aux principes de base de l'ancien Code, en présentant toutefois l'intronisation des femmes comme une "question à étudier dans l'avenir". Aujourd'hui, non seulement la Constitution proclame l'égalité des sexes, mais les femmes ont le droit de vote [depuis 1947]. Les arguments opposés à l'intronisation d'une femme ont donc perdu leur fondement.

Un autre débat qu'il convient de relancer est celui sur l'abdication de l'empereur. Kowashi Inoue préconisait l'adoption d'un texte permettant au souverain de se retirer, en partant du principe que "même l'empereur est un être humain" [alors que, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il était considéré comme un dieu vivant]. Hirobumi Ito [1841-1909], le premier Japonais à avoir exercé les fonctions de Premier ministre [créées en 1887], a balayé cette proposition d'un revers de main, la considérant comme une "simple opinion personnelle". Depuis lors, les discussions

sur la question ont été gelées.

Depuis 1975, année internationale de la femme, l'égalité des sexes est plus largement respectée dans le monde. La Suède, la Norvège et la Belgique ont révisé leur législation pour que l'enfant aîné d'un souverain puisse hériter de la couronne quel que soit son sexe. Le système impérial japonais, tel qu'il a survécu aux réformes d'après-1945, doit être adapté à l'esprit de notre temps. En toute logique, le premier pas dans ce sens devrait être de permettre aux femmes d'accéder au trône.

### **Princesse sous surveillance**

Le 16 avril dernier, la maison impériale annonçait la probable grossesse de la princesse Masako, épouse du prince héritier Naruhito. Des éditions spéciales des grands quotidiens nationaux ont immédiatement été gracieusement distribuées dans les rues des grandes villes, en attendant que la nouvelle fasse la une de l'édition du lendemain matin. En décembre 1999, en révélant que la princesse était enceinte et en orchestrant une immense médiatisation, la presse s'était attiré de sévères critiques l'agence de la maison impériale, qui avait jugé la couverture médiatique de l'événement tout à fait excessive. L'épisode s'était conclu d'autant plus mal que Masako avait fait une fausse couche. La princesse elle-même est sortie de sa réserve en décembre 2000, à l'occasion de son 37e anniversaire, en reconnaissant qu'"elle était stressée par une couverture excessive des médias bien avant l'annonce officielle", comme le rappelle aujourd'hui l'hebdomadaire Aera, lequel estime que, cette fois, la presse a adopté une attitude sobre. Le 15 mai, les autorités impériales ont confirmé la grossesse de la jeune femme en précisant que l'accouchement était prévu pour fin novembre ou début décembre.

## Les nouvelles kamikazes nippones

AFP

Paru le 10 janvier 2002 sur le site <http://permanent.nouvelobs.com>

Elles sont jeunes, élégantes et diplômées. Mais la vie de ces salariées japonaises est un combat contre les archaïsmes d'une société machiste. Leur avenir ? S'expatrier, ou rester au risque de sacrifier leur vie privée.

Le 30 novembre, les japonais ont passé une nuit blanche devant leur téléviseur: la princesse Masako allait accoucher! Les chaînes de télévision ont pris l'antenne en direct dès le départ de la princesse pour la maternité. Premières images de la future mère quittant sa résidence avec le prince héritier Naruhito, présentation détaillée de son équipe médicale – douze personnes au total – et de sa chambre d'hôpital couleur abricot, commentaire en images de tout l'historique de sa grossesse... Après huit ans de mariage et une malheureuse fausse couche, Masako allait enfin remplir son rôle, et devenir maman. Le lendemain, elle donnait naissance à une fille, Aiko, petite princesse qui n'est pas destinée à monter sur le trône. Mais qui représente bien plus, aux yeux de l'opinion publique, que le CV prestigieux de sa mère, princesse polyglotte, diplômée de Harvard et d'Oxford... Et promise, avant son mariage, à une brillante carrière. Emancipation trompeuse. Masako, emblème de la Japonaise du XXI<sup>e</sup> siècle? Ou symbole de ses difficultés à se réaliser en dehors du foyer? Car, contrairement aux idées reçues, la femme japonaise est une rude travailleuse. Un salarié japonais sur deux est une japonaise, et le nombre de ces femmes actives a plus que doublé depuis 1945. Aujourd'hui, 48% des femmes nippones entrent à l'université, dont plus de la moitié pour un cycle d'au moins quatre ans. Une émancipation spectaculaire. Mais trompeuse. Si les Working Girls trottaient partout dans Tokyo, perchées sur leurs escarpins Prada, l'incontournable sac Vuitton à l'épaule, rares sont celles qui gravissent aussi prestement les échelons de l'entreprise. Moins de 10% des femmes actives accèdent aux postes à responsabilités. La majorité reste cantonnée au rôle d'office lady, petite employée de bureau gracieuse mais muette, condamnée à servir le thé et à faire les photocopies. Sans autre perspective qu'une sortie rapide de la sphère professionnelle via le mariage et la maternité. «Au départ, moi aussi j'avais ce schéma en tête: travailler quelques années, trouver un mari et quitter l'entreprise pour fonder une famille. Très vite, j'ai voulu davantage. Je n'avais pas étudié aussi longtemps pour devenir femme au foyer», raconte Fumie Ishii. Sous ses faux airs de femme effacée, petite voix et sourire timide de circonstance, se cache une résistante de la première heure. Une career woman aux tailleurs sobres et sans chichis. A 42 ans, directrice de la communication et du marketing d'une grande société de télécommunications, Fumie reconnaît qu'elle s'est battue pour en arriver là. A la sortie du lycée, dans les années 80, elle effectue, contre l'avis de ses parents, quatre années de fac et s'installe seule à Tokyo, à une époque où les entreprises recrutaient d'abord des jeunes femmes «sages» vivant encore chez leurs parents. «Je voulais être indépendante. J'ai démarré comme office lady pour subvenir à mes besoins, mais je n'avais qu'une idée en tête: avoir de vraies responsabilités.» Effort payant: portée par la folle prospérité des années 80, Fumie s'accroche, change plusieurs fois de job, un geste osé dans une société abonnée à l'emploi à vie. Mais, tandis qu'elle cumule les heures supplémentaires, sacrifie ses week-ends—et sa vie privée—pour accéder au simple rang de kachô, l'équivalent du chef de service, ses collègues mâles partent à l'étranger, raflent les meilleurs postes... et les augmentations de salaire. Au Japon, à fonctions égales, la femme gagne en moyenne 60% du revenu masculin. Il y a quelques semaines, l'entreprise de Fumie a recruté un homme pour le marketing. Un salarié a priori sous ses ordres mais doté d'un titre hiérarchique supérieur au sien. Le coup de grâce? «Tout change dans l'entreprise, mais pas dans les mentalités. C'est usant», constate-t-elle, un brin résignée. Fumie a décidé de quitter sa société plutôt que d'entamer un énième combat. La loi, pourtant, est de son côté. Un texte de 1986 sur l'égalité des sexes en matière d'emploi oblige les entreprises japonaises à placer hommes et femmes sur un pied d'égalité pour l'embauche, les promotions, les qualifications... Sa révision en 1999 lui a ajouté une dimension coercitive. Plus question d'interdire aux femmes l'accès aux emplois de sôgôshoku, la filière de carrière noble, offrant de réelles responsabilités et réservée

jusque-là aux hommes. Le gouvernement a aussi voulu donner l'exemple. Lors de sa nomination en avril 2001, le Premier ministre Junichiro Koizumi a offert cinq portefeuilles ministériels à des femmes (Affaires étrangères, Justice, Transports, Culture, Education). Un record. Championnes de la précarité. Mais la récession a brisé net cet élan égalitaire. «Pour réduire leurs coûts, les entreprises ont d'abord dégraissé dans les services centraux. Les femmes ont trinqué en premier», explique Anne Garrigue, auteur de plusieurs travaux sur la femme japonaise (Japonaises, la révolution douce, Picquier). Impossible de savoir si le taux de chômage féminin – 4,5%, pratiquement le même niveau que les hommes – est fiable. Au Japon, flexibilité de l'emploi est d'abord synonyme de statut précaire pour la femme. Contrats à durée déterminée, intérim, temps partiel... Les Japonaises sont aussi les championnes de l'arbeits, ces petits boulots sous-payés, non déclarés, sans couverture sociale... et particulièrement nombreux par temps de crise. «Heureusement que les femmes sont débrouillardes et tenaces», plaisante Emiko Matsuo. A 26 ans, cette brune tonique a un rêve: être prof de gym. Malgré une formation et une expérience de deux ans aux Etats-Unis, elle peine à trouver un poste de titulaire : «Ici, les clubs de fitness sont avant tout des clubs de rencontres pour hommes riches, explique-t-elle. Ils ne me proposent que des emplois d'hôtesse.» Alors, Emiko enchaîne les contrats d'intérim, en attendant d'économiser suffisamment d'argent pour retourner sur les bancs de l'école et devenir chiropracteur. «Là au moins, on me prendra au sérieux», dit-elle. S'expatrier pour réussir. Repliées sur elles-mêmes, les entreprises retrouvent leurs réflexes machistes. «L'archétype de l'employeur japonais? Un manager rigide, qui ne jure que par la hiérarchie et méprise les femmes», lâche Kyoko Mori, 29 ans. Cette japonaise longiligne, diplômée des Beaux-Arts et de littérature, refuse les diktats de la mode et cette société qui voudrait que «toutes les femmes japonaises soient coulées dans le même moule». Kyoko a découvert le monde de l'entreprise à Technifor, équipementier français implanté au Japon. «Ici, certes, je fais tout: répondre au téléphone, établir les factures, les fiches de paye... Mais j'ai un vrai rôle, je peux dialoguer avec mon patron. Inconcevable dans une société traditionnelle.» La panacée? Pas tous les jours. Si l'entreprise est plus évoluée, le client – toujours un homme – est encore roi : «Un jour, un client au téléphone m'a reproché une erreur dans une facture. Il hurlait. Or il avait tort, je n'avais fait aucune erreur. Plutôt que de s'excuser, il m'a dit qu'il allait tout vérifier. Voilà le monde du travail au Japon. » Son amie Aya Kitahama, 26ans, est du même avis. Jeune Japonaise à l'allure décontractée, Aya a grandi et fait ses études en France – un DESS sur l'économie du Japon –, avant de s'installer à Tokyo, il y a un an. Aujourd'hui, elle est la seule commerciale de Technifor, et doit se plier chaque jour aux rites du settai, code qui régit les relations professionnelles et commerciales. «Le soir, lors des négociations, il est d'usage d'aller au restaurant ou dans un bar avec les clients. Je suis toujours la seule femme. Les hommes ricanent, parlent de leurs maîtresses, se comportent comme si je n'étais pas là, raconte-t-elle. Et je ne m'attarde pas sur les clients de plus de 50 ans qui refusent simplement d'avoir affaire à moi.» Elle ajoute, lucide : «Un employeur japonais n'aurait pas donné ce poste à une femme. D'ailleurs, je crois que je ne pourrais jamais travailler dans une société classique.» Avec son petit ami britannique, Aya s'interroge sur son aptitude à s'installer durablement au Japon. Fuir la pression familiale. Décrocher un poste dans une entreprise gaijin (étrangère) ou s'expatrier pour optimiser ses chances de réussite professionnelle, beaucoup de femmes en rêvent. En 1997, Yuka Ogawa est partie un an aux Etats-Unis pour étudier la civilisation américaine et perfectionner sa connaissance de l'anglais. «Les femmes vont chercher à l'étranger une expérience, cette petite touche qui fait qu'elles seront reconnues par les autres au Japon», explique cette jeune femme passionnée par la littérature américaine et les comédies musicales. Diplôme en poche, Yuka revient au pays avec l'espoir de conquérir l'entreprise japonaise. Grosse déception : aujourd'hui, elle organise les mariages et les réceptions dans un grand hôtel de Tokyo. «Je pensais que mon anglais allait m'ouvrir des portes. Mais, au quotidien, je n'ai affaire qu'à des Japonais», avoue-t-elle. Aujourd'hui, Yuka vit seule dans un appartement que lui loue son employeur, pour une somme dérisoire – 150 euros par mois (985francs) pour 40 mètres carrés, contre une moyenne de 1000 euros (6500francs) à Tokyo – dans un immeuble dortoir au nord de la capitale. Pour tromper la solitude, elle multiplie les restaurants – italiens ou français – avec les amis, les soirées karaoké... ou le lèche-vitrines. A 26 ans, Yuka n'exclut pas de s'expatrier à nouveau: «J'aime mon travail, mais je ne veux pas en rester là.» Kaori Kurihara est encore plus déterminée. A 22 ans, mine de poupée et cheveux teints en roux – comme le veut la mode des citadines nippones –, elle semble sortie d'un dessin animé japonais. Kaori est fraîchement diplômée en littérature anglaise et sociolinguistique. Pour son premier job, elle

voulait à tout prix entrer dans une compagnie étrangère. Quitte à endurer trois heures de transport chaque jour, entre le domicile de ses parents près de Tokyo, où Kaori habite encore, et son lieu de travail. Son mémoire de fin d'études sur la publicité dans les cosmétiques lui a servi de sésame. Depuis deux mois, elle est assistante à l'antenne nippone d'Euro RSCG Worldwide. « Ici, on me donne la chance d'être autre chose qu'une simple office lady. Je prépare les dossiers, j'accompagne mon boss aux rendez-vous chez le client... », explique-t-elle. Le supérieur direct de Kaori, d'ailleurs, est une femme : Ayumi Takagi, 36 ans, directrice commerciale à Euro RSCG. Japonaise d'origine coréenne, elle a travaillé six ans à Los Angeles, avant d'enchaîner plusieurs postes dans des sociétés étrangères implantées au Japon. « Pour les femmes, l'entreprise étrangère est le sésame vers une vie professionnelle plus riche. Dans ces sociétés, affirme cette célibataire assez coquette, on ne vous regarde jamais avec pitié en vous demandant pourquoi, à 30 ans bien sonnés, vous n'êtes pas encore mariée. » Au Japon, travailler c'est aussi s'affranchir du moule de la famille. Et du regard souvent désapprobateur des parents. « Pendant des années, j'ai été tiraillée entre l'envie exprimée par mes parents de me voir étudier et leur rêve secret d'avoir beaucoup de petits-enfants », raconte Misaki Nakano, 40 ans, dircom chez l'assureur américain Prudential, à Tokyo. Cette brune posée gagne autant que ses homologues mâles (100000 euros par an, 656000francs), partage la vie d'un homme mais refuse de vivre avec lui. N'affiche aucune amertume à l'idée de ne pas avoir fondé de famille. « S'il m'arrivait de tomber enceinte, je garderais le bébé. Mais j'envisagerais ma vie autrement », dit-elle. Carrière ou vie privée? Faute d'infrastructures suffisantes (crèches, écoles maternelles...), les femmes sont priées de choisir. La plupart repoussent l'échéance – ou passent leur tour. Les mariages sont tardifs, et la natalité dégingole. Certaines rejettent même toute idée de mariage ou de cellule familiale. Elles rejoignent les bataillons de parasite singles (les célibataires parasites), ces « Tanguy » nippons qui restent chez leurs parents jusqu'à 30 ans, voire plus. Chaque week-end, l'avenue Omotesando de Tokyo, artère réservée aux marques de luxe, grouille de ces jeunes femmes venues claquer leur salaire comme de l'argent de poche. Prendre le temps de vivre. Cet hiver à Tokyo, Le Journal de Bridget Jones, dans sa version cinéma, a fait un tabac. Tout comme les petites recettes de bonheur d'Amélie Poulain (prononcé hah-mei-lee). « La réussite n'existe pas s'il faut tout lui sacrifier », résume Misaki Nakano, très sereine. Elle avoue avoir trouvé son équilibre entre son boulot, son compagnon et ses passe-temps : la cuisine, les voyages... A 28ans, après de brillantes études et un début de carrière prometteur à Toshiba, Ayako Shimuzu aspire elle aussi à un meilleur partage entre vie professionnelle et vie privée. Mais pas à n'importe quel prix. « Si mon futur mari me demandait de cesser de travailler, je dirais non », décrète-t-elle, le regard décidé. Son idéal: concilier son métier d'informaticienne avec sa passion pour la pâtisserie, un métier qu'elle a appris pendant un an, en créant sa propre affaire sur Internet. Une solution qui lui permettrait aussi de retourner à Yokohama, sa ville natale, près de sa famille. « A Tokyo, on oublie parfois de prendre le temps de vivre, on pense trop au travail. » « Ce sont les femmes qui font bouger le pays, avoue Takehiro Yamao, un publicitaire de 30 ans. S'il fallait compter sur nous, les hommes, rien ne changerait. » La faute aux hommes, alors? Ou à une société tiraillée entre tradition et modernité? Il y a un mois, lors de la naissance de la petite Aiko, la presse locale s'est fait l'écho d'un sondage indiquant qu'une majorité de Japonais prônait une révision de la loi salique interdisant à une femme d'accéder au trône. Tout en insistant sur le fait qu'à 38ans la princesse Masako était assez « jeune » pour avoir d'autres enfants... Thuy-Diep Nguyen (envoyée spéciale à Tokyo) La Japonaise au travail... 27 millions de femmes actives (41 % de la population active). Seulement 10 % occupent des postes à responsabilités. Leur salaire est de 40 % inférieur à celui des hommes. 60 % sont à temps partiel et 70 % en intérim. ... Et dans sa vie privée Age moyen du mariage : 28 ans. Moins de 10 % des mariages sont arrangés (omiaï), contre un tiers dans les années 70. Natalité : 1,34 enfant en moyenne. Dès le premier bébé, vers 30 ans, le taux d'activité chute à 57 %, contre 72,4 % pour les femmes de 20 à 25 ans.

## Le Japon – les nouvelles samouraïs

*Eric Chol*

*Paru le 14 mars 2002 sur le site <http://www.lexpress.fr>*

Dans un pays en crise où le management masculin a failli, les femmes relèvent la tête, bien décidées à s'attaquer au machisme et à faire bouger la société. A commencer par l'entreprise et le monde du travail.

Aoi Konishi tranche sur ses collègues de bureau. Jupe longue, jolie veste cintrée noire, perles blanches très sages: à peine troublée par l'excitation générale qui règne dans l'immeuble de verre d'Adidas, à Tokyo, à moins de trois mois du match d'ouverture du Mondial 2002, la jeune femme n'a pas cédé à la tenue casual tee-shirt et chaussures à trois bandes. Surtout, elle est l'unique femme d'une équipe de huit personnes, chargée de la promotion des sports. Non seulement elle est la plus jeune, mais elle est aussi la chef! Autant dire que, vu de Tokyo, elle cumule les handicaps. Mais Aoi Konishi s'en fiche éperdument. Lorsqu'il y a un an et demi Adidas lui a proposé ce poste, habituellement réservé à un homme, elle n'a pas hésité. Dans les premiers mois, sa promotion a fait grincer des dents. A l'extérieur, ses interlocuteurs lui demandaient de venir accompagnée d'un supérieur hiérarchique. «Désormais, le boss, c'est moi», répliquait-elle. Au sein de son équipe, il lui a aussi fallu se faire accepter. «D'accord, je ne vais pas rentrer dans les vestiaires à la fin d'un match de football, mais j'ai d'autres qualités!» Notamment celle d'être une bûcheuse. Une vraie pro, quitte à faire passer la carrière avant le reste. Certes, la jeune femme a pris le temps de se marier, un événement souvent synonyme d'interruption de la vie professionnelle pour la plupart des Japonaises, mais pas pour Aoi, qui ne s'est arrêtée que trois mois puis s'est vite ennuyée. Inutile de lui parler d'enfants: pour l'instant, seule compte la Coupe du monde. Après, elle verra.

Motivée, battante, Aoi Konishi est à l'image de cette nouvelle génération de Japonaises prêtes à prendre la relève des salarymen fatigués, usés. Trop longtemps, elles se sont vu refuser l'accès à toute carrière professionnelle. Au mieux, elles étaient les « office ladies », que l'on recrutait pour servir le thé ou faire des courbettes. Mais la crise est passée par là, ringardisant les hommes et faisant sauter les carcans du monde du travail. Une aubaine pour les femmes, qui relèvent la tête, affichent leurs ambitions, consomment ou investissent. Portraits de ces femmes samouraïs qui dessinent les contours d'un nouveau Japon.

Carrière et mentalités Noriko Hama a conservé d'un long séjour en Angleterre un goût certain pour l'excentricité. Reflets violacés dans les cheveux, veste molletonnée de velours rouge: l'économiste en chef du Mitsubishi Research Institute aime faire claquer les couleurs; une petite touche d'anticonformisme qui rompt avec la grisaille des complets de ses collègues masculins.

### **« Une lame de fond qui balaie les mentalités »**

Voilà plus d'un quart de siècle que Noriko Hama travaille dans la même société: «A mon arrivée, en 1975, on m'a expliqué très clairement qu'il n'y avait aucune autre carrière pour les femmes que celle d'employée de bureau. Moi je voulais un poste d'économiste.» Noriko n'avait donc pas le choix: pendant trois ans, elle a servi le thé, rangé les bureaux et taillé les crayons, tout en poursuivant ses travaux de recherche. «Je parlais à mes clients de la politique commerciale américaine puis je leur donnais ma carte de visite avec le titre d'assistante administrative: ça faisait un peu désordre!» Noriko, finalement, passera un examen et gravira les échelons d'une vraie carrière professionnelle: aujourd'hui très respectée pour ses analyses, elle est la seule femme à occuper un poste à responsabilité au Mitsubishi Research Institute et ne pense pas être une exception, au contraire. Lorsqu'elle est rentrée à Tokyo en 1998, après un séjour de huit ans en Europe, elle a été frappée de constater à quel point les Japonaises avaient changé: «Elles se sont réveillées, c'est une véritable lame de fond qui balaie les mentalités.»

Tout le système du management à la japonaise, fondé sur la domination sans partage des hommes dans les entreprises, vacille: «Les deux piliers de cette organisation, la garantie de l'emploi à vie et l'avancement à l'ancienneté, ne s'appliquent pas aux femmes, puisque celles-ci interrompent leur carrière pour élever leurs enfants», explique Chizuko Ueno, professeur à l'université de Tokyo. Or le déclin de l'emploi industriel, essentiellement masculin, s'accompagne d'une forte progression des emplois de services, plus féminisés. Longtemps, la ville de Yamato, dans les environs de Tokyo, s'est enorgueillie de son usine d'Isuzu Motors. Au milieu des années 1970, près de 2 000 ouvriers y fabriquaient des cabines de camions. Mais, en octobre 1999, l'usine, qui employait encore 720 personnes, a fermé. A sa place se dresse aujourd'hui le Yamato Oak City, un centre commercial. Avec ses allures de paquebot géant blanc et beige, il emploie aujourd'hui 2 000 personnes. Surtout des femmes. Partout, la tendance est la même: de Sapporo à Nagasaki, les usines ferment, se délocalisent et laissent la place à des centres commerciaux. En 2001, le nombre d'emplois masculins a diminué de 720 000. Celui des femmes a, lui, très légèrement augmenté.

Sur une plus longue période, l'évolution est encore plus claire: depuis 1986, 3 millions de femmes supplémentaires sont venues rejoindre le monde du travail. Par choix et par nécessité. Un seul salaire ne suffit plus à nourrir une famille. «Les classes moyennes ont besoin de deux revenus dans le foyer si elles veulent conserver leur pouvoir d'achat», explique Atsushi Seike, professeur à l'université de Keio.

L'«extraterrestre» et le «club Mari»

En réalité, c'est l'image même de l'homme japonais qui sort écornée de dix années de crise. N'est-ce pas lui qui a toujours détenu les rênes du pouvoir? Dans les banques, au gouvernement, dans les entreprises, les organigrammes se ressemblent tous: des hommes, des hommes et encore des hommes. «Les femmes ne représentent que 2% des cadres dirigeants du pays, et 0,3% des directeurs généraux», détaille Mariko Bando, «Mme Parité» auprès du Premier ministre. Chez Shiseido, le L'Oréal japonais, censé être proche des femmes, une seule femme siège aux côtés des 29 membres de l'état-major. «La crise a montré l'échec des méthodes masculines. Nous avons besoin de changement, et c'est une chance pour les femmes», lance Mari Matsunaga. Ancienne journaliste, cette Japonaise de 46 ans est devenue une héroïne. Sa gloire, elle la doit au succès extraordinaire de l'i-mode, sorte d'Internet sur le téléphone mobile. Commercialisé en février 1999 par DoCoMo, filiale de l'opérateur NTT, l'i-mode est devenu la plus grande réussite commerciale du Japon depuis le lancement du Walkman. Au 34<sup>e</sup> étage de la tour DoCoMo, dans le quartier des affaires de Tokyo, une grande banderole affiche en temps réel le nombre d'abonnés: la barre des 30 millions a été franchie voilà quelques semaines.

Autant dire que DoCoMo a eu du nez, en 1997, en confiant à Mari Matsunaga le soin de concevoir l'invention. «J'ai débarqué dans une société sans créativité, obnubilée par la technologie, alors qu'il fallait, à mon avis, s'intéresser d'abord aux futurs utilisateurs; au début, mes collègues m'appelaient l'«extraterrestre».» Rapidement, la jeune femme a su convaincre ses collègues masculins. En créant par exemple le «club Mari». Quelques fauteuils en cuir noir, un frigo rempli de bières, des bonnes bouteilles de vin et des séances nocturnes de brainstorming: c'est dans ce climat décontracté qu'est né l'i-mode. Depuis, Mari Matsunaga, star du monde des affaires, fait des émules dans tout le Japon.

#### **« Les banques rechignent encore à prêter aux femmes : trop risqué »**

Réseaux, clubs d'entrepreneuses: certaines femmes sont bien décidées à bousculer l'ordre établi. La difficulté de se rebeller au sein d'une entreprise traditionnelle pousse nombre d'entre elles à choisir l'indépendance, en créant leur propre société. «L'incitation est d'autant plus forte que les femmes ont le moins à perdre en quittant leur emploi», explique le Pr Atsushi Seike.

Yoko Aoki (33 ans), Meyumi Yamada (29 ans) ou encore Rieko Ueda (39 ans) ont fait ce choix. Trois femmes, trois façons de dire non au Japon des hommes. La première, une ancienne journaliste écœurée par le machisme ambiant, a lancé en décembre 1999 Cafeglobe, un site

Internet destiné aux femmes. La deuxième a créé, toujours sur Internet, i-style, une communauté de clientes qui testent des cosmétiques et échangent leurs impressions. Succès garanti: la jeune femme, qui prépare actuellement un livre blanc sur le sujet, a été élue femme de l'année 2001 par l'agence de presse Nikkei. De son côté, Rieko Ueda a eu l'idée de créer un service de garde pour les enfants malades. Installée à Osaka, cette mère de deux enfants a fait le grand saut en août dernier, après dix-sept ans passés chez un fabricant d'air conditionné: «Malheureusement, au Japon, il est encore mal vu d'avoir une vie familiale et de mener une carrière professionnelle.»

Le premier refus essuyé est venu de son mari, un cadre de banque: Rieko, qui avait besoin de rassembler 86 000 € pour créer sa société, a dû se passer de son aide. Quant aux banques, inutile d'y songer. «Elles rechignent à prêter aux femmes, elles trouvent que c'est trop risqué», explique Kumi Sato, présidente de la société de relations publiques Cosmo. Heureusement, Rieko mûrissait son projet depuis plusieurs années et avait réussi à se constituer un pécule, auquel se sont ajoutés des fonds de son père et d'investisseurs séduits par son idée. A peine lancé, dans un Japon qui manque de crèches et de garderies, Mothernet a immédiatement trouvé un public.

#### Des primes pour les naissances

Et, là aussi, les choses changent. Le Premier ministre, Junichiro Koizumi, a annoncé la construction de nouveaux établissements, prenant l'engagement du «zéro attente» pour les familles. Dans les entreprises, les mentalités finissent également par évoluer. Poussées par les courbes démographiques. Les femmes se marient de plus en plus tard, le taux de fécondité ne cesse de décliner: 1,36 en 2000, très loin du seuil de 2,08 jugé nécessaire pour assurer le remplacement de la population. A ce rythme, la population japonaise commencera à diminuer dès 2006 selon les experts, jusqu'à 100 millions d'habitants en 2050 (127 millions aujourd'hui). La population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) va subir, elle, un régime encore plus sévère, passant de 86 à 53 millions de personnes d'ici à 2050. Les entreprises risquant de manquer de bras, il est urgent de faire une plus grande place aux femmes.

Certaines prennent les devants. Chez Nissan, Carlos Ghosn a bousculé les habitudes en avril 2001 en confiant à une femme venue de l'extérieur la direction de la communication du groupe. Le même mois, Tomyo Nokana, une journaliste de 46 ans, prenait la direction du Nikko Research Center. Chez Mazda, c'est une femme qui va diriger une filiale. Du jamais-vu!

Le fabricant de jouets Bandai distribue depuis deux ans des primes pour les naissances, 430 € pour le premier enfant, 860 pour le deuxième et 8 600 pour le troisième. La société, qui envoie une carte signée du patron à chaque anniversaire d'enfant, propose aussi des temps de travail aménagés: «Grâce à ces mesures, assure Yasuo Usuginu, responsable du personnel, les femmes sont deux fois plus nombreuses qu'il y a dix ans à continuer à travailler une fois mariées.» Cette politique sociale a, bien sûr, un coût, mais Bandai y trouve son compte: «L'avis des femmes est primordial, insiste un responsable. Nos clients sont d'abord des mères et nous devons rester proches d'elles.»

Un peu plus loin, à Kawasaki, dans la banlieue de Tokyo, Fujitsu, géant de l'électronique, a ouvert une crèche en avril 2001. Cuisine, espace de jeux, coin télévision, petite terrasse, l'endroit est chaleureux; six puéricultrices se relaient pour surveiller et jouer avec les enfants. Un vrai soulagement pour les employées de Fujitsu, qui peuvent venir déposer et reprendre leur enfant entre 7 heures et 21 heures. A 16 h 30 arrive la maman de la petite Miyabe, âgée de 20 mois. «Quand j'ai eu ma fille, j'ai voulu arrêter de travailler. Mais je ne voulais pas rester à la maison, j'avais besoin d'aller respirer l'air extérieur», sourit cette femme de 29 ans, en serrant contre elle sa petite fille. Les crèches d'entreprise se développent un peu partout: Mazda, par exemple, a prévu d'en ouvrir une au mois de mars dans ses locaux, à Hiroshima.

Pourtant, les résistances n'ont pas toutes cédé. Chez les femmes, tout d'abord. Ainsi Kyoku, une jeune mère qui profite de la crèche de Fujitsu, était employée de bureau depuis onze ans, quand on lui a proposé il y a quelques mois un poste à responsabilité, habituellement réservé aux hommes. Dans un premier temps, Kyoku s'est empressée d'accepter cette promotion, mais a

préférée se désister lorsqu'elle a appris sa grossesse, craignant de ne pouvoir faire face à ses nouvelles tâches. «En réalité, le plus gros obstacle est dans leur tête, résume Kumi Sato. Trop souvent, les femmes n'ont pas confiance en elles. Ce qui est normal, puisqu'elles ont été éduquées pour devenir des femmes au foyer.» Les hommes, eux aussi, répugnent à changer leurs habitudes. Toujours d'accord pour aller boire du saké avec des collègues, ils fuient les activités domestiques: dans un couple où les deux conjoints travaillent, l'homme ne consacre en moyenne que vingt et une minutes par jour aux tâches ménagères, contre quatre heures dix pour la femme.

L'inégalité, qui commence à la maison, se poursuit dans les entreprises. Même chez Bandai, peu de femmes sont présentes au sommet de la hiérarchie. Aucune parmi les 15 directeurs, et seulement 14 parmi les cadres, pour 234 hommes: le chemin de la parité est encore long!

Le gouvernement tente d'accélérer la marche. Naturellement, on se félicite du nombre croissant de femmes actives: 21,4 millions, contre 13,5 il y a vingt ans. Autre motif de satisfaction: pour la première fois, en juin dernier, une grande compagnie d'assurances a été condamnée par un tribunal d'Osaka à verser des dommages et intérêts à 20 employées. Toutes des femmes, et toutes victimes de harcèlement de la part de leurs supérieurs hiérarchiques, parce qu'elles avaient refusé de quitter leur poste après le mariage.

Pour prévenir ce genre de comportement, le gouvernement s'est doté d'un véritable arsenal. Dans chaque préfecture, des fonctionnaires veillent à la bonne application de la loi de 1986, qui établit le principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes, et recueillent les doléances. En l'an 2000, quelque 27 000 plaintes ont été enregistrées. Parfois de simples demandes de conseil, souvent des témoignages de discrimination. Mais la loi a ses limites: elle ne prévoit aucune sanction pour punir les employeurs un peu trop machos. «Nous nous sommes seulement mis d'accord pour publier leurs noms», explique Keiko Tomita, directrice de la cellule parité au ministère de l'Emploi et de la Santé.

Combien de sociétés ont ainsi été montrées du doigt? Aucune! Dans ces conditions, la discrimination n'est pas près de disparaître. Elle se traduit dans l'écart des rémunérations: en moyenne, le salaire moyen féminin atteint 65% de celui de son homologue masculin. «C'est vrai, reconnaît Mariko Bando, conseillère du Premier ministre, la situation ne va pas changer du jour au lendemain. Mais le processus est en route. Je suis donc optimiste pour l'avenir.»

#### «Génération Hanako»

En réalité, les femmes japonaises n'ont pas attendu de figurer au sommet des organigrammes pour jouer un rôle prépondérant dans l'économie de leur pays. Traditionnellement, ce sont elles qui «portent la culotte» dans les foyers japonais, mais c'est surtout la jeune génération qui passionne les publicitaires nippons. Même si elles ne sont qu'une dizaine de millions, une minorité, comparée aux 45 millions de femmes au foyer, elles sont très attrayantes pour les grandes marques, comme l'explique Ron Bevacqua, économiste chez Commerz Securities, à Tokyo: «Ces jeunes femmes sont souvent célibataires, habitent encore chez leurs parents et, surtout, disposent grâce à leur emploi d'un pouvoir d'achat important: elles sont devenues l'une des catégories de consommateurs les plus influentes au Japon.» On les a surnommées la «génération Hanako», du nom d'un magazine de mode, lancé dans les années 1980 à destination des jeunes étudiantes. «A cette époque-là, la consommation des étudiantes faisait figure de phénomène de société, analyse Seiko Yamazaki, chercheur au Dentsu Institute for Human Studies. Quinze ans plus tard, ces mêmes femmes ont aujourd'hui la trentaine, travaillent et peuvent dépenser leur argent comme elles veulent.» Et pas uniquement dans les sacs Vuitton ou les rouges à lèvres Chanel, comme on pourrait le croire.

Tous les secteurs sont concernés. Honda a sauvé son année 2001 grâce à ces clientes de choc, en lançant un minivéhicule baptisé Fit. Très populaire auprès des jeunes femmes, le modèle caracole en tête des ventes. Même chose dans l'immobilier. Car celles que l'on surnommait les «célibataires parasites» rêvent aujourd'hui de quitter le cocon familial. Sans pour autant convoler. Résultat, les promoteurs ont vite flairé la bonne affaire et proposent des appartements pour les

femmes célibataires. Un business en plein essor: une visite dans le bureau de Mme Hiromi Kojima, en plein cœur de Tokyo, suffit pour s'en convaincre. Cet ancien agent immobilier reçoit tous les jours des dizaines de jeunes femmes, avec le même rituel. Sur fond de musique classique, les clientes enfilent des chaussons puis se font offrir du thé, avant de parler affaires. Pardon, «style de vie», puisque c'est ainsi que Hiromi Kojima présente son activité auprès des 22 000 membres de son association. Elle leur glisse des conseils, leur indique les démarches à suivre et surtout les invite à rendre visite aux promoteurs. «Avec l'éclatement de la bulle financière il y a dix ans, le monde masculin a lui aussi éclaté. Désormais, les femmes doivent se débrouiller par elles-mêmes», explique Hiromi Kojima.

Sur un tabouret, Atsuko attend son tour. A 34 ans, avec ses petits pompons blancs accrochés à son pull noir et une jupe écossaise aux motifs fluorescents, elle est le portrait craché de cette nouvelle génération. Célibataire et logeant chez ses parents, Atsuko est prête à investir 260 000 € dans son futur appartement. Une somme rondelette, qui redonne le moral à des promoteurs immobiliers touchés de plein fouet par la crise. Après tout, cette génération Hanako va sans doute sauver le Japon. «Elle n'a peut-être pas le pouvoir de changer la société, mais, par petites touches, elle fait avancer les choses», constate, philosophe, Seiko Yamazaki, du Dentsu Institute. Un prochain symbole du pouvoir masculin pourrait bientôt tomber: depuis la naissance, le 1er décembre 2001, de la princesse Aiko, 86% des Japonais sont favorables à un amendement de la loi qui interdit le trône aux femmes. Parmi les partisans du changement, Mari Matsunaga, l'inventrice de l'i-mode. Un samouraï de charme pour la future impératrice!

### **Le kimono se porte mal**

Dans les parcs japonais, on croise de moins en moins souvent de femmes en kimono. Car la tradition se perd; hier encore obligatoire pour les cérémonies, ce symbole vestimentaire est passé de mode. «Le marché du kimono a été divisé par trois en dix ans», déplore Eiji Ohashi, un fabricant installé à Tokyo. Si même les geishas délaissent aujourd'hui ces atours, c'est d'abord à cause de leur coût astronomique, équivalant au prix d'une petite voiture. «Autrefois, les Japonaises étaient prêtes à dépenser beaucoup d'argent pour des événements exceptionnels. A présent, elles donnent la priorité aux loisirs», explique Eiji Ohashi. Résultat, les kimonos, qui se transmettaient de mère en fille, tels des bijoux de famille, disparaissent du trousseau des jeunes mariées. Reste, certes, la fête de l'«accession à la majorité», célébrée chaque année en janvier: ce jour-là, les jeunes femmes qui vont avoir 20 ans dans l'année revêtent la parure traditionnelle. Hélas! Démographie oblige, elles sont de moins en moins nombreuses. Moins de clientes, prix trop élevés, changement de mode: les maisons ferment les unes après les autres. Seule une poignée résiste et tente de s'adapter, comme le styliste Eiji Ohashi, qui veut faire du kimono un habit pour tous les jours, grâce à des prix bradés, entre 200 et 300 euros.

## JAPON, BABY BLUES BABY DOLLS

Yannick Le Goff

Paru en mars 2004 sur le site <http://www.france5.fr>



**Au pays du Soleil-Levant, être enceinte signifie perdre son emploi et se retrouver du jour au lendemain femme au foyer. Comment les baby dolls, objet de toutes les sollicitudes masculines, n'auraient-elles pas le blues devant un avenir qui ne s'annonce guère radieux ?**

En crise depuis plus de dix ans, le Japon invente à grande vitesse de nouvelles formes de modernité. Face à l'explosion de la cellule familiale et du couple, les femmes sont confrontées à l'érosion des valeurs traditionnelles qu'elles sont censées transmettre, à l'incommunicabilité et à l'immaturité.

Ce film explore la féminité et les relations homme/femme à travers les témoignages d'adolescentes, de mères et de grands-mères qui parlent de leur vie affective, sentimentale et sexuelle.

Satoko a 37 ans. Productrice pour la télévision, mariée depuis trois ans, elle n'a pas d'enfant. "Ce dont j'ai envie, c'est d'encre plus de responsabilités. Je veux continuer à travailler. Si j'avais un enfant, il faudrait que je l'élève..." Tout ou presque est déjà dit.

Au regard des textes, la femme japonaise n'est l'égale de l'homme que depuis une vingtaine d'années. Libre de ses choix fondamentaux, elle compte bien en profiter. Mais les mentalités n'ont pas suivi. "Au Japon, une femme enceinte perd son travail, souvent dès sa grossesse. Devenue mère, elle change de statut.

Le vieux schéma s'enclenche qui veut que la femme se borne à être une mère parfaite et que l'homme rapporte l'argent", témoigne Yumi. Une rigidité sociale à laquelle s'ajoute le malaise du mâle nippon.

Après la défaite militaire de 1945, il y a eu la crise économique des années 90. Ainsi, Japonais et Japonaises seraient plus ou moins consciemment en quête d'espèces en voie de disparition.

Le mâle "combatif" pour les unes, la femme docile et soumise pour les autres. Le fossé se creuse. "Dans les films, les Occidentaux se disent je t'aime avant de dormir. Pour ça, je les envie", soupire une lycéenne, très consciente du pouvoir qu'elle exerce sur les hommes dans son costume de poupée. Baby blues, baby dolls...

## Le stress de la princesse Masako

*Philippe Mesmer*

*Paru le 24 Avril 2004 sur le site <http://www.lexpress.fr>*

### **L'épouse du prince héritier supporte mal les contraintes de la maison impériale. Sa dépression pourrait favoriser une modernisation**

L'héritier du trône japonais, le prince Naruhito, rentre ce lundi 24 mai à Tokyo après deux semaines passées en Europe. Sans son épouse, Masako, restée dans l'archipel pour raisons de santé avec leur fille, Aiko, ce qui, au Japon, est une première. Cela fait maintenant cinq mois que la jeune femme n'est pas apparue en public et le voyage en solo du prince a relancé les rumeurs. L'ancienne étudiante de Harvard ne parviendrait plus à assumer, dit-on, les devoirs de sa charge et souffrirait d'une grave dépression. Les communiqués officiels, eux, se veulent rassurants: la princesse «n'est pas en forme» et elle «se repose».

Ce non-dit sur l'état de santé de Masako témoigne du secret qui entoure la vie de la famille régnante japonaise, placée sous l'étroite surveillance du Kunaicho, l'agence impériale. Cette organisation, héritière d'une tradition édictée en 701 sous le règne de l'empereur Monmu, contrôle tout de l'existence de ses protégés impériaux. Cette forte emprise expliquerait les difficultés de Masako. Issue d'une famille roturière, elle ne supporterait plus aujourd'hui les contraintes de cette prison dorée.

L'agence est, depuis 2001, placée sous l'autorité directe du gouvernement, qui gère ses finances, nomme ses responsables et décide des déplacements à l'étranger des membres de la famille impériale. Des voix de plus en plus nombreuses se font entendre en faveur d'un assouplissement de ce système et, plus généralement, d'une modernisation de la maison impériale. «Des changements vont se produire. Ils sont indispensables. Le Kunaicho est prêt à toutes les concessions pour que Masako guérisse. Il a déjà accepté qu'elle passe plusieurs semaines seule avec sa famille, un fait sans précédent. Il s'intéresse d'ailleurs de près au fonctionnement des monarchies européennes, plus ouvertes. Cela prendra du temps, mais les choses évolueront», affirme Toshiya Matsuzaki, un journaliste qui est aussi l'auteur d'une trentaine d'ouvrages sur la famille impériale. L'héritier du trône a lui-même, lors d'une conférence de presse avant son départ pour l'Europe, laissé entendre qu'il souhaitait que des réformes soient mises à l'étude.

Au-delà de la dépression de la princesse, le principal problème est celui de la succession. Actuellement, c'est la règle de la primogéniture mâle qui s'applique. Or Naruhito et Masako n'ont qu'une fille et la princesse a fait plusieurs fausses couches. Depuis la naissance de la petite Aiko, les légistes débattent d'une modification de la loi en vigueur pour permettre à une femme de monter sur le trône.

## Le célibat des femmes progresse au Japon

Yuri Kageyama

Paru le 17 novembre 2004 sur le site <http://www.cyberpresse.ca>



Photo AFP

Les Japonaises sont de plus en plus nombreuses à préférer le célibat.

**Les Japonaises disent de plus en plus souvent «non» au mariage, malgré une forte pression sociale qui dévalorise l'image des femmes célibataires. Beaucoup se plaignent en effet de ne pas trouver l'homme idéal et préfèrent donner la priorité à leur carrière professionnelle.**

La célibataire a traditionnellement une image peu enviable au pays du soleil levant: elle serait seule durant les vacances, rêverait de l'enfant qu'elle n'a jamais eu et redouterait lors des réunions de famille qu'on lui demande: «Tu n'est pas encore mariée?»

Pourtant les Japonaises sont de plus en plus nombreuses à préférer rester seules. «Les femmes aujourd'hui ne veulent pas épouser n'importe qui», souligne Junko Sakai, auteur d'un succès de librairie qui donne des conseils aux célibataires pour mieux vivre leur statut.

Au cours de la dernière décennie, la proportion des femmes de 25 à 29 ans jamais mariées est passée de 40% à 54%, et celle des 30-34 ans qui ne sont jamais passées devant le maire a augmenté pour s'établir à 27% contre 14% auparavant, selon les statistiques officielles.

Les hommes de l'archipel repoussent également l'échéance du mariage aujourd'hui mais souvent pour des raisons économiques: ils ont du mal à trouver un emploi susceptible de leur donner la stabilité nécessaire ou sont plus hésitants à assumer des responsabilités familiales.

Une raison majeure de la désaffection des Japonaises pour le mariage tiendrait à l'attachement de leurs homologues masculins aux schémas traditionnels. Beaucoup d'hommes s'attendent ainsi à ce que leur épouse renonce avec joie à son travail ou bien jongle entre son emploi et les tâches ménagères.

«Nous aspirons à un bon mariage mais on ne peut pas trouver la perle rare», explique Junko Sakai, elle-même une célibataire de 38 ans. «Les hommes n'ont pas changé leur vieille mentalité. Les femmes sont devenues trop fortes pour eux.»

La tendance actuelle va à l'encontre de la tradition nippone qui célèbre le mariage à un âge précoce et stigmatise les femmes rétives à cette institution. Elle suscite également une réaction des autorités, préoccupées par la baisse de la natalité et le vieillissement du pays.

Mais Chikako Ogura, professeur à l'université de Waseda à Tokyo, ne pense pas que les propositions de l'État pour créer des places en crèche et inciter les employeurs à accorder des congés maternité permettront d'inverser la tendance.

Le fossé semble s'élargir entre les aspirations des Japonaises d'aujourd'hui et le poids des traditions. «Les femmes cherchent un partenaire qui leur permettra de faire ce qu'elles ont envie. Elles veulent un mariage parfait économiquement et psychologiquement. Il n'y a pas tellement d'hommes qui peuvent offrir cela», souligne Mme Ogura.

Pour ne pas arranger les choses, les Japonaises ne peuvent pas vraiment compter sur l'aide de leur partenaire pour les tâches ménagères. Des études officielles montrent que les hommes y consacrent en moyenne moins de... dix minutes par jour alors que les femmes y passent deux heures en plus de leur travail.

Aujourd'hui les entreprises ont compris que les célibataires représentaient un marché alors qu'elles étaient auparavant largement ignorées. Même si cela se voit moins, les hôtels ont longtemps refusé de louer une chambre aux femmes voyageant seules par crainte qu'elles ne se suicident sur place, tant l'idée d'une émancipation féminine heureuse paraissait incongrue.

«Les Japonaises ont désormais davantage le choix, alors qu'auparavant le mariage était perçu comme le seul chemin conduisant au bonheur», souligne Kaori Haishi, une critique gastronomique de 38 ans, qui a créé un site Internet avec d'autres femmes pour recommander des restaurants et des hôtels réservant un bon accueil aux femme solitaires.

## FEMMES D'AILLEURS - Au secours, les Japonaises arrivent... !

Anne Collet

Paru le 26 novembre 2004 sur le site <http://www.courrierinternational.com>

Comme si les Bridget Jones anglaises - jeunes célibataires citadines, perpétuellement à la recherche d'un partenaire, appelées ainsi en référence au célèbre roman du même nom - n'avaient pas assez de soucis ! Elles vont maintenant devoir faire face à une concurrence nouvelle et redoutable car, annonce The Daily Telegraph, "des Japonaises battantes et fortunées vont déferler sur la Grande-Bretagne à la recherche du prince charmant".

On compte 30 millions de femmes célibataires au Japon. Prenant en compte ce chiffre énorme, une agence matrimoniale, Destina, a eu l'idée de lancer la mode des rencontres longue distance. Elle a constaté, en effet, que les Japonaises se sont entichées des mâles anglais à un point tel qu'elles sont prêtes à traverser la moitié du globe pour tenter leur chance. Et tant pis pour les célibataires britanniques, ces Japonaises, trentenaires pour la plupart, indépendantes et professionnellement brillantes, gagnent en moyenne 50 000 livres (70 000 euros) par an. En outre, habituées à un certain mode de vie, elles ne se plaindront jamais si leur mari s'arrête pour boire un verre le soir avec ses copains.

La raison principale de cette invasion du territoire britannique est que les hommes japonais - bien que 40 % d'entre eux soient célibataires - sont trop conservateurs et vieux jeu au regard de leurs compatriotes. Au Japon, il n'existe que deux choix de vie possibles pour une femme : soit elle travaille et reste célibataire ; soit elle se marie et s'occupe du foyer. Les femmes qui ont bataillé ferme pour réussir leurs études et leur carrière, et gagner ainsi leur indépendance, n'ont aucune envie de faire des compromis en acceptant le rôle que la société leur impose lorsqu'elles se marient.

Cela peut sembler incroyable que des Japonaises franchissent ainsi des milliers de kilomètres pour rencontrer des mâles anglais, mais "le Japon est l'un des pays les plus anglophiles et les Britanniques ont la réputation d'être des gentlemen, plus compréhensifs, plus romantiques et plus communicatifs que le Japonais typique", rappelle le quotidien de Londres.

"Les Japonaises pensent que les Anglais ont une approche beaucoup plus moderne de la vie familiale et du mariage, et ont, en même temps, un profond respect pour les traditions du Japon", explique Hiroko Ozawa, la fondatrice de l'agence Destina. "La Grande-Bretagne est devenue l'une des destinations favorites de ces femmes car, au Japon, elles ont peu de chances de trouver un mari et pratiquement aucune de lui faire partager les tâches domestiques." En outre, le célibat au Japon véhicule une image d'échec, et non d'indépendance. "On surnomme 'gâteau de Noël' une femme célibataire de plus de 25 ans et, à partir de cet âge, on considère qu'elle n'est plus bonne pour le mariage", continue *The Daily Telegraph*.

En réalité, "le problème vient du fait que les Japonaises sont bien plus modernes que leurs compatriotes hommes. Malheureusement, ces derniers le vivent très mal et n'aiment pas les femmes qui travaillent. Mais, grâce à la vogue de la nourriture et du cinéma japonais, combinée à des voyages bon marché, les Anglais sont en train de découvrir et d'aimer le Japon", se réjouit Masako Masuda, une célibataire âgée de 38 ans qui a vécu trois ans à Londres et sait de quoi elle parle.

Pour les Anglais candidats au mariage, il est indispensable de connaître quelques règles de base de la culture et des traditions du pays en ce domaine, et tout particulièrement celle-ci : il revient à la famille du futur mari de payer les frais de la cérémonie et de la fête du mariage. Enfin, dans la tradition japonaise, c'est la femme qui tient les cordons de la bourse et donne à son mari son argent de poche.

L'usage veut que la somme ne dépasse pas 250 livres (350 euros) par mois.

## Demain, une impératrice japonaise ?

Any Bourrier

Paru le 31 janvier 2005 sur le site <http://www.rfi.fr>

Le «bébé impérial» tant attendu, dont on espérait qu'il pourrait devenir le 127<sup>e</sup> empereur du Japon est né le samedi 1<sup>er</sup> décembre 2000. Mais la princesse Masako, épouse du prince héritier Naruhito, a donné naissance à une fille, Aiko. Pour la Maison impériale, ce fut un camouflet. L'absence de descendant mâle garantissant la poursuite d'une lignée supposée remonter au temps des Mythes, six siècles avant J.-C., était une menace pour la plus ancienne dynastie du monde.

Depuis le mariage, en 1993, du prince héritier Naruhito avec une diplomate, Masako Owada, les difficultés du couple à avoir un enfant mâle ont donné des arguments à ceux qui réclament l'amendement du code de la Maison impériale. Celui-ci ne permet pas à une femme d'accéder au trône. Depuis 1889, en effet, la primogéniture masculine est la règle. Une disposition qui fait de la Maison impériale une exception parmi les familles royales européennes et asiatiques. Et, surtout, la met en porte à faux non seulement avec l'histoire, puisque huit impératrices ont régné au Japon, mais aussi avec le droit contemporain. Jusqu'à présent, l'Agence impériale, organisme d'Etat qui gère les affaires du trône, avait refusé d'envisager un tel amendement.

Mais des sondages ont montré que l'opinion publique japonaise était favorable à cette mesure. Par conséquent, le Premier ministre Koizumi a voulu relancer le débat. D'autant plus que la princesse Masako a fait plusieurs fausses couches pendant ses 10 années de mariage. Dépressive, elle n'assurait plus ses devoirs officiels depuis décembre 2003 en raison d'une maladie officiellement qualifiée de «*troubles d'adaptation à la vie de la cour*». Elle n'a pas pu respecter le très strict «*principe d'oubli de soi*», inscrit dans l'histoire de la famille impériale japonaise depuis 2000 ans. Restée cloîtrée pendant 15 mois à cause de sa dépression, Masako pourrait faire sa première apparition publique à l'occasion des jeux Olympiques d'hiver spéciaux à Nagano en février.

N'ayant eu jusqu'à présent qu'une fille, le couple impérial a, en réalité, rendu un immense service au pays en forçant à ouvrir le débat sur la possibilité de l'intronisation d'une impératrice, comme cela été le cas dans le Japon ancien. Car le système impérial japonais, tel qu'il a survécu aux réformes de l'après-guerre, doit être adapté à l'esprit de notre temps. En toute logique, le premier pas dans ce sens devrait être de permettre aux femmes d'accéder au trône.

## LA POLITISATION DE LA FEMME JAPONAISE

Nancy Le Nézet

Paru en février 2005 sur le site <http://www.penelopes.org>

**Depuis les années 80, les femmes font leurs premiers pas sur la scène politique japonaise. Malheureusement, la pression sociale et la récupération dont elles font l'objet transforment parfois l'initiative en catastrophe idéologique et tournent la gente féminine au ridicule.**

Les cas de Takako Aokage et Mariko Matsui, qui ont toutes deux siégé dans des assemblées municipales pendant plusieurs années, illustrent les contrastes caractéristiques de la vie politique féminine au Japon et suggèrent une nouvelle vision du féminisme comme éducation politique.

### **La culture " femme au foyer " .**

Aujourd'hui, plus de la moitié des Japonaises travaillent. Pourtant, les chiffres sont trompeurs, car les temps partiels, préretraites et petits jobs règnent sur la vie professionnelle des femmes au Japon. Dans l'immense majorité des cas, la première responsabilité d'une femme reste son travail domestique. Ainsi, la culture féminine japonaise est-elle centrée autour des rôles traditionnels de mère, d'épouse et de femme de ménage. La solidarité et la fierté des japonaises sont étonnantes en ce qui concerne cette culture. Le mot " Shufu ", ou femme au foyer, est presque synonyme de femme (tout au moins à partir de 30 ans ou du mariage). Les femmes qui travaillent à plein temps partagent souvent cette appellation en raison de leurs responsabilités domestiques et maternelles écrasantes. Les hommes, complètement accaparés par leur vie professionnelle et dégoûtés par les tâches "féminines" de père en fils, se tiennent le plus à l'écart possible du foyer et de ses obligations. Tout ce qui est domestique appartient aux femmes et compose leur identité, les suivant dans leurs activités extra-domestiques.

Depuis une vingtaine d'années, les " shufu " sortent de leur maison et exportent leur culture. En 1990, le magazine "Epoque" (!) publie un article historique au titre évoquant la métamorphose des femmes au foyer : "De femme d'intérieur à femme d'extérieur". Le travail domestique est en effet allégé par les innovations technologiques et la chute de la natalité, offrant aux Japonaises le temps de se lancer dans de nouvelles activités. Des " centres pour femmes ", créés avec l'aide du gouvernement à la suite de la décennie des femmes organisée par l'ONU, accueillent les nouvelles " femmes d'extérieur " et proposent des cours, meetings et groupes très divers. Cette sortie massive des foyers a rendu un peu d'espoir aux femmes qui se battent pour l'égalité des sexes. Les ménagères commencent à s'intéresser à certaines causes politiques, notamment quand elles concernent la protection de l'environnement, et apprennent à faire pression sur le gouvernement et les autorités locales.

### **Epouses et mères avant tout**

La culture des femmes au foyer, cependant, a la dent dure. Quand les Japonaises se lancent dans la politique, c'est souvent et malheureusement en tant que mères et maîtresses de maison. Certaines féministes japonaises dénoncent la mentalité traditionaliste de beaucoup de centres culturels féminins et notent que " ces institutions sont des lieux de contenance et de raffinement ", peu susceptibles de " générer une production créative politisée qui commencerait à briser l'exclusion artificielle du domaine public dont les femmes font l'objet " (Kora in Buckley, 1997, p.112). Certes, les cours d'histoire des femmes ou de résistance à la violence remplacent peu à peu les gentilles leçons de décoration florale et de cérémonie de thé. Les femmes semblent parfois se rebeller et organisent des campagnes antinucléaires ou des séminaires sur la prostitution, mais l'agitation reste locale et contrôlée. Le gouvernement, craignant l'impact potentiel des rassemblements féminins, a tout de suite canalisé l'énergie progressiste des Japonaises en ouvrant des centres subventionnés - et donc partiellement contrôlés - par l'Etat lui-même (ou par les gouvernements locaux). Pire, les femmes activistes qui votent pour des candidat(e)s indépendants, écologistes ou d'extrême gauche au niveau local, continuent à voter en masse pour le parti conservateur aux élections nationales, exposant ainsi les limites de leur nouvelle " conscience politique ". Comme l'explique la féministe Sachiko Ide, " alors que la

femme d'intérieur qui participe à un groupe de femmes local est attirée par le langage de la libération, elle est aussi dévouée à préserver les structures conservatrices autour desquelles sa vie est construite. Commencer à défaire ces structures serait un processus très effrayant et dangereux " (Ide in Buckley, 1997, p. 46 ).

La candidate Takako Aokage illustre parfaitement cette politisation frileuse et mesurée des maîtresses de maison. Elle fait partie des deux cents femmes issues de groupes indépendants qui ont acquis un siège aux élections locales unifiées de 1991. Lancée sur la scène politique par le "Seikatsu Club", réseau national de femmes au foyer, Aokage s'attaque avant tout à des problèmes locaux et domestiques liés à l'environnement. Le Seikatsu Club a en fait été créé pour améliorer la qualité de la nourriture tout en réduisant son coût, à travers des achats groupés organisés entre des maîtresses de maison et des coopératives bio, sans intermédiaire. Malgré ces intentions louables et un système autogéré, sans hiérarchie ni compétition, le Club brille par son absence de convictions et de message cohérent. Les déclarations emphatiques d'Aokage, telles que "Nous avons réalisé que nous aussi avons le pouvoir de façonner la politique", tombent complètement à plat quand on comprend ce qu'elle entend par "façonner la politique" (Cf. Sasakura in Fanselow & Kameda, 1995, p.378). Après une campagne centrée sur les problèmes de plomberie causés par l'huile chaude jetée dans les éviers (sic), Aokage a abordé des sujets comme les phosphates dans l'eau ou le nucléaire. Malheureusement, si ses revendications semblent légitimes et très défendables, aucune cohésion ou réelle argumentation politique n'est venu appuyer son discours. Quand Aokage parle du nucléaire, par exemple, elle refuse l'aspect politique du débat et déclare : "Ce problème n'a rien à voir avec une idéologie ; il est plutôt question de protéger la qualité de la nourriture que nous consommons" (ibid., p.379). Sa défense de l'écologie se fait donc à travers celle du confort des consommateurs. Le confort est malheureusement le maître-mot de nombreuses associations de femmes qui concentrent leurs efforts sur la consommation et les problèmes ménagers, sans remettre en cause ni le système consumériste ni le rôle des femmes dans ce système.

Si les candidates comme Aokage ont le mérite de faire participer les femmes au foyer dans la vie publique, il semble qu'elles puissent également faire du tort à l'image des femmes en politique et à la politique elle-même. Certes, il est important de donner une voix publique aux femmes pour qu'elles puissent exprimer leurs critiques, changer les critères masculins qui prévalent et partager la vie politique avec les hommes. Cependant, un discours " politique " comme celui d'Aokage pose au moins trois problèmes. D'abord, il enferme les femmes dans un rôle de maîtresse de maison en limitant leurs revendications à des soucis de confort et de consommation. Puis, il ignore complètement les problèmes les plus sérieux des femmes au foyer, comme la violence conjugale ou la double journée de travail. Enfin, il donne l'impression que les femmes sont des êtres apolitiques dont même le discours public sur des sujets aussi graves que le nucléaire se cantonne à des plaintes formulées en termes de confort.

### **Femmes politisées, politique féminisée**

L'exemple de Mariko Mitsui, élue de 1987 à 1991 à l'assemblée de Tokyo, est en totale contradiction avec celui d'Aokage. Mitsui est venue à la politique par le féminisme et a appartenu au Parti Socialiste Japonais, qu'elle a quitté depuis, dénonçant la discrimination sexuelle et le manque de démocratie régnant au sein du parti. Ses premiers combats ont concerné l'égalité des sexes devant le monde du travail, et ses réflexions se sont concentrées sur une nouvelle vision de l'action politique et de ses bénéfiques potentiels pour les femmes. Après avoir étudié le féminisme aux Etats-Unis, Mitsui est rentrée au Japon et a constaté qu'une transformation de l'approche politique était nécessaire pour défendre les femmes de son pays. Ses déclarations pourraient être des critiques des candidates comme Aokage : " Les intérêts politiques des femmes ont été acceptés tant que celles-ci sont restées dans le domaine de leurs rôles de genre traditionnels, c'est-à-dire ceux de mère et d'épouse au foyer, comme cela a été souvent exprimé à travers des slogans tels que : "Nous, en tant que mères qui donnons et élevons la vie, demandons des produits alimentaires sains" " (Cf. Kaya in Fanselow & Kameda, 1995, p.386). Loin des clichés et des soucis ménagers, Mitsui prononce des discours décapants devant une assemblée d'hommes et ose s'attaquer à des problèmes qu'elle a souvent été la première à évoquer en public : la discrimination et le harcèlement sexuels dans le monde professionnel, les quotas de filles dans les meilleurs lycées, les mères célibataires, le développement nécessaire de garderies, les publicités sexistes... Grâce à Mitsui, nombre de tabous politiques ont été brisés.

Les quotas de filles dans les lycées ont presque été éliminés et le gouvernement local a encouragé les luttes de Mitsui en s'autocensurant, interdisant deux de ses propres publicités sexistes pour les transports en commun.

Mitsui essaie de redéfinir la politique en y intégrant de nouveaux débats sans lesquels l'égalité des sexes ne pourra être atteinte. Elle refuse à la fois la politique masculine qui ignore la position des femmes dans la société, et les campagnes des maîtresses de maison qui renforcent les stéréotypes en proposant une image rigide et traditionnelle des femmes. " Mes accomplissements sont totalement différents de ceux des politiciens traditionnels ", déclare-t-elle, " La plupart des gens, autres que ceux engagés dans le mouvement des femmes, ne considèrent pas le genre de choses que j'ai accomplies comme ayant beaucoup d'importance. La politique traditionnelle a négligé les questions concernant la culture, l'aide sociale, l'éducation et l'égalité. Cependant, je camperai sur mes positions en donnant la priorité aux problèmes de droits de l'homme et d'égalité en politique " (ibid., p.390).

La maturité politique de Mitsui est chose rare au Japon. Les femmes aux votes contradictoires et aux revendications limitées de mères et d'épouses, concernées avant tout par leur confort et leurs droits en tant que consommatrices, constituent une majorité. L'exemple d'Aokage montre que la participation politique ne mène pas forcément à l'émancipation. Mitsui, quant à elle, prouve qu'une réflexion et une culture politiques assurent la cohérence des messages et aident à servir la cause des femmes sans les enfermer dans des rôles traditionnels.

## FEMMES D'AILLEURS - Les Japonaises commencent à savoir dire non

Anne Collet

Paru le 11 février 2005 sur le site <http://www.courrierinternational.com>

"En Asie et plus particulièrement au Japon, les femmes célibataires commencent à être reconnues", rapporte le San Francisco Chronicle. Un récent sondage en effet montre que plus de 50 % des célibataires nipponnes âgées de 35 à 55 ans n'ont aucunement l'intention de se marier. Elles sont 71,3 % dans ce même groupe d'âge à ne pas vouloir d'enfants. "Ce résultat est alarmant au regard de la courbe de démographie et du déclin des naissances. Le taux de fécondité en 2003 était de 1,2 et, d'ici à 2050, selon les experts, la population pourrait passer sous la barre des 100 millions d'habitants. Elle est aujourd'hui de 127 millions", précise le journal.

Pour quelles raisons les femmes ne veulent-elles plus se marier ? La plupart des réponses sont identiques : la carrière d'abord ; en deuxième viennent la vie sociale et les amis. "Au Japon il est presque impossible de mener une vie familiale et une vie professionnelle de front", ajoute le quotidien.

"Il en faut du courage aux femmes pour résister à la pression de la société !" souligne le *SF Chronicle*. Et de citer les prises de position de certains responsables politiques très critiques à l'égard de celles qui refusent le mariage. Yoshiro Mori, l'ancien Premier ministre, a même publiquement demandé que les femmes qui n'ont pas eu d'enfants soient privées de la retraite de l'Etat. "Les pensions doivent être une récompense pour les mères qui ont eu beaucoup d'enfants. Il est vraiment incroyable que l'argent du contribuable aille à toutes ces femmes célibataires sans enfants, qui vieillissent égoïstement en chantant les louanges de leur liberté."

L'an dernier, au Japon, un livre satirique signé Junko Sakai a fait un tabac sur le sujet. L'auteur y divise la société féminine en deux parties : d'un côté les gagnantes, mariées et mères de famille, et de l'autre les perdantes, célibataires sans enfants. Les premières, calculatrices et rationnelles, trouvent un mari, les secondes, plus émotives et plus exigeantes, n'y arrivent pas. "Même si sa vie est amusante, parce que libre de toute contrainte, une célibataire sera toujours considérée comme une perdante dans une société où le statut des femmes est basé sur le mariage", explique l'auteur. "Le but de mon livre était de dédramatiser la situation en montrant que les perdantes sont de plus en plus nombreuses. Il faut qu'elles sachent qu'elles ne sont pas seules et qu'elles acceptent l'idée que le célibat n'est pas un destin pire que la mort."

Comme pour répondre à ce livre, un tout récent sondage publié par les services du Premier ministre montre que, pour la première fois, "le nombre de personnes qui considèrent que la place des femmes est à la maison est en chute libre", rapporte le Japan Times. Dans un pays sans alternative autre que, pour les femmes mariées, le foyer et, pour les célibataires, le travail, il s'agit d'un progrès énorme. En effet, 40,4 % des personnes interrogées estiment que les femmes doivent continuer à travailler après la naissance de leurs enfants, 34,9 % pensent qu'elles doivent reprendre leur activité professionnelle une fois les enfants à l'école, enfin, seulement 10,2 % considèrent que les femmes doivent arrêter définitivement de travailler pour élever leurs enfants. A titre d'exemple, le *Japan Times* rappelle qu'en 1979 72,5 % des Japonais pensaient que la place des femmes était au foyer.

Cependant, le sondage révèle une autre facette de la société nipponne, et les femmes ont encore du souci à se faire. Peu importe en effet qu'elles exercent un métier ou pas, les hommes ne sont pas du tout prêts à les aider dans les tâches ménagères : 4 % d'entre eux font le ménage, 1,2 % préparent les repas et 3,5 % seulement donnent un coup de main pour la vaisselle !

## Le retour de l'impératrice

AFP

Paru le 22 février 2005 sur le site <http://www.linternaute.com>

Le Japon envisage de changer la législation sur l'accession au trône de l'Empire afin d'autoriser de nouveau les femmes à devenir impératrice. Aucun héritier mâle n'est né depuis 40 ans.

Le gouvernement japonais examine la possibilité de porter une femme sur le trône du Chrysanthème en l'absence d'héritier mâle au sein de la famille impériale. Selon le quotidien Mainichi Shimbun et l'agence de presse Kyodo, citant des sources proches du Premier ministre Junichiro Koizumi, le gouvernement envisage de placer la petite Aiko, 3 ans, fille du prince héritier Naruhito, dans la ligne de succession. Cela supposerait une réforme législative des règles de la succession impériale au Japon.

"Nous envisageons plusieurs possibilités", a prudemment commenté mardi le porte-parole du gouvernement, Hiroyuki Hosoda. Le Japon a lancé le mois dernier une étude sur la possibilité de modifier la loi de succession impériale afin d'autoriser une femme à remonter sur le trône et assurer ainsi la pérennité de la plus ancienne monarchie du monde. L'étude est conduite par une équipe de dix universitaires et juristes choisis par M. Koizumi. Ces experts devraient remettre leur rapport au Premier ministre d'ici la fin de l'année, rapport qui pourrait servir de base à une réforme de la loi de succession devant la Diète début 2006.

### Une impératrice au XVIIIe siècle

La Loi sur la famille impériale de 1948 exclut les femmes du trône. Il faut remonter au XVIIIe siècle pour trouver la dernière impératrice du Japon, Go-Sakuramachi, qui a régné entre 1762 et 1771. L'opinion publique japonaise serait en grande majorité favorable à une réforme autorisant les femmes à monter sur le trône, selon des sondages. Cette initiative est susceptible d'atténuer la pression sur la princesse Masako, épouse du prince héritier Naruhito, à qui une partie de l'opinion publique reproche de ne pas avoir de garçon après plus de dix ans de mariage et plusieurs grossesses malheureuses.

Aucun héritier mâle n'est né au sein de la famille impériale depuis 40 ans. Masako, 41 ans, diplômée de la prestigieuse université américaine de Harvard, a renoncé à une brillante carrière de diplomate pour épouser en 1993 le prince-héritier. Elle n'a eu qu'une fille, Aiko, en 2001. Souffrant de dépression, elle est restée cloîtrée pendant des mois. Masako doit faire sa première réapparition publique en dehors de Tokyo depuis 15 mois à l'occasion des JO d'hiver spéciaux, rassemblant des athlètes handicapés mentaux, à Nagano (centre) à la fin du mois.

*(Photo : le prince héritier Naruhito, la princesse Masako et leur fille Aiko -AFP)*

## La lutte royale du Japon

IANS (article traduit)

Paru le 25 février 2005 sur le site <http://www.webindia123.com>

Le prince de couronne du Japon avait l'habitude sa entrevue rare avec les médias cette semaine pour présenter des excuses publiques à ses parents pour quelque douleur il ait pu avoir causée pour sa franchise.

Mais le fait que les médias locaux a joué en bas de la signification des commentaires du prince a seulement expliqué juste comment différent la famille impériale japonaise est comparée aux « royaux britanniques », UPI de rapports.

Sur le même jour cette reine Elizabeth l'a annoncée n'assistera pas son au mariage de prince Charles de fils en avril Camilla Parker-Bowles, prince de couronne Naruhito avait l'habitude l'occasion de son entrevue publique annuelle sur son quarante-cinquième anniversaire pour exprimer des remords pour qu'essayer défende l'anéantissement de son épouse avec ses fonctions royales, ou manque en.

Il y a une année, Naruhito a vivement critiqué - au moins par des normes impériales de ménage ceux à l'agence impériale de ménage qui apparemment a essayé trop dur d'inciter princesse de couronne Masako à se conformer aux pratiques rigides du siècle-vieux trône de chrysanthemum.

En même temps, il a exprimé la colère au-dessus du fond du Masako de fait car un ancien diplomate Harvard-instruit n'a pas été mis à l'utilisation.

Le 41-year-old Masako avait été dehors des feux de la rampe publics tout au long de 2004 et a commencé tout récemment prendre quelques événements publics discrets comme elle continue à lutter avec un désordre d'effort.

"j'ai fait l'année dernière mes remarques avec l'intention de faire notre nation savoir la situation de Masako," le prince dit dans l'entrevue officielle occupée par une poignée de journalistes choisis armés avec les questions qui ont été pré-approuvées par l'agence impériale de ménage.

Cependant, il a ajouté que "j'ai causé le souci pour leurs majestés, l'empereur et l'impératrice, et je voudrais faire des excuses pour cela. J'ai également fait les personnes (du Japon) inquiétées."

Certainement, l'accès passionné de Naruhito parmi un scénario étroitement préétabli a étincelé une discussion à travers le Japon au sujet de la famille impériale, le système qui l'entoure, et naturellement, la question de la succession qui continue à ce jour.

Le couple a une fille de 3 ans, princesse Aiko, après 10 ans de mariage, et il semble peu probable qu'ils auront plus d'enfants.

Mais parce que la constitution japonaise ne permet pas à une progéniture féminine d'hériter du trône, et aucun membre immédiat de la famille impériale a un garçon, la ligne de la succession après Naruhito et son frère, prince Akishino, restes sombres.

En conséquence, le gouvernement a officiellement commencé examiner la possibilité d'avoir une femme, à savoir Aiko, soit impératrice couronnée après la mort de son père. Selon un scrutin conduit par Japanese Asahi quotidien Shimbun plus tôt cette semaine, presque 70 pour cent d'électeurs votés accepteraient Aiko comme impératrice.

Le premier ministre Junichiro Koizumi a dit les journalistes que les "citoyens souhaiteraient la bienvenue à une femme" étant couronnée. En outre, l'histoire est derrière Aiko, car un total de huit femmes ont dirigé le trône au cours des 1.500 dernières années. Le bout était l'impératrice

Gosakuramachi, qui a régné de 1762 à 1771.

Pour sa part, cependant, Naruhito a indiqué dans son entrevue d'anniversaire : "celui qui devienne du statut d'Aiko à l'avenir, j'espère qu'elle sera élevée pour être une bonne personne."

Toujours, quelques observateurs de la famille impériale précisent que l'incapacité de Masako de produire un héritier masculin a été seulement une des deux problèmes principaux que cela a menés à sa dépression.

Un ancien officier aîné à l'agence impériale de ménage a dit qu'elle "a été frustrée pendant qu'elle espérait qu'elle apporterait un souffle d'air frais et moderniserait la famille impériale... mais à la place, le système l'a forcée à accepter jusqu'ici des traditions incontestées."

Mais les médias japonais, particulièrement les journaux établis principaux, ont refusé de devenir trop profondément impliqués en analysant quel rôle un ancien diplomate de carrière pourrait faire, ou ce qui a profondément enraciné des traditions elle devrait la faire un point de la promotion maintenant cette est une princesse de couronne, plutôt qu'un fonctionnaire étranger de ministère.

La raison principale pour que l'hésitation des médias traditionnels devienne trop critique de l'agence ou de la princesse est celle comme tous les ministères de gouvernement, l'agence impériale de ménage a un système strict de pièce de pression par lequel ces sorties de médias qui rapportent contre les souhaits de l'agence soient initialisées hors de la salle de pression et de l'accès nié ainsi à l'information, y compris des entrevues avec des membres de famille.

Mais l'appétit public pour l'information officielle aussi bien que la spéculation et le bavardage est vorace, et la bache la famille est devenue des affaires de noyau pour les nombreux magasins tabloïd au Japon.

"la lecture d'amour de l au sujet de la princesse Masako et moi s'inquiètent vraiment d'elle mais les journaux sont justes sèchent ainsi à son sujet. Ils ne comprennent pas que c'est plus que juste au sujet de la famille impériale. Il est au sujet des droits des femmes, quelles femmes veulent du mariage, et déception de revêtements et comment la surmonter quand ils se marient , "a dit Tazuko Shirai, un employé de bureau 30-year-old.

# Bibliographie

## Site internet :

- <http://www.lemonde.fr>
- <http://www.lexpress.fr>
- <http://www.linternaute.fr>
- <http://www.courrierinternational.com>
- <http://www.penelopes.org>
- <http://www.cyberpresse.ca>
- <http://permanent.nouvelobs.com>
- <http://www.france5.fr>
- <http://www.rfi.fr>
- <http://www.webindia123.com>

Merci également aux membres actifs du forum <http://www.escale-Japon.com> qui après avoir lu les divers post sur le thème de la femme japonaise et de l'impératrice m'ont donné envie de choisir ce sujet.

# Glossaire

**Abdication** : renoncement au pouvoir

**Amendement** : modification apportée à une loi

**Apanage** : portion du domaine que les souverains assignaient à leur fils, à leurs frères, mais qui revenait à la couronne à la mort de ceux-ci.

**Apolitique** : qui se refuse à prendre une position politique.

**Arbeito** : mot japonais signifiant travail sous payé, non déclarés, sans couverture sociale

**Bouddhisme** : religion fondée par Bouddha. Le bouddhisme serait apparu au Japon entre 538 et 552 et est la deuxième religion après le shintoïsme.

**Coercitive** : qui contraint.

**Eire Meiji** : L'ère Meiji est le nom de la période historique du Japon entre 1868 et 1912. Elle est comprise entre l'ère d'Edo et l'ère Taishô. Ce qu'on appelle l'ère Meiji est le passage de la féodalité à la modernité.

**Emancipation** : qui s'affranchit, qui devient libre

**Gajin** : mot japonais signifiant étranger

**Incommunicabilité** : impossibilité à communiquer

**Intronisation** : qu'on installe sur le trône.

**Kachô** : mot japonais signifiant chef de service

**Keirestu** : grandes entreprises japonaises

**Office ladies** : terme anglo-saxon désignant les jeunes femmes recrutées pour servir le thé mais dont l'essentiel du travail se résume à être de petites mains serviles pour les managers hommes.

**Panacée** : remède prétendu universel contre tous les maux.

**Pérenniser** : rendre durable, perpétuel.

**Primogéniture** : terme désignant le droit du fils aîné à bénéficier en priorité de l'héritage

**Récession** : ralentissement de l'activité (économique)

**Samourais** : guerrier japonais à l'époque des shoguns (de 1192 à 1867)

**Settai** : mot japonais désignant un code qui régit les relations professionnelles et commerciales.

**Shufu** : femme au foyer, pour certains synonymes de femmes.